

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

96, Quai de Jemmapes, Paris (Xe)

Le Numéro-double : 3 fr.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Huitième Année (*Le Bulletin Communiste*). — Notre Crise (*Boris Souvarine*). — Le « testament » de Lénine. — Dernière Heure... — La crise du P.C. russe; Les idées de l'opposition ouvrière (*Medvediev*); L'opinion d'Henriette Roland-Holst (*H. Roland-Holst*); Résolution de l'opposition sur le Comité Anglo-Russe

(*Zinoviev, Trotsky, Kamenev, Piatakov, Kroupskaya*). — La crise du P. C. allemand; Le Manifeste des Sept Cents. — Une lettre de Max Eastman. — Dans l'Internationale; Le P.C. français vu de Moscou (X...). — Encore de l'argent. — Ville sinistre (*N. Semachko*). — Actes et paroles. — A quoi bon ?

Huitième Année

Le *Bulletin Communiste* a la vie dure. Supprimé en janvier 1926, il reparait en 1927.

Pour quelles raisons ?

Pour les raisons mêmes qui avaient imposé sa résurrection en 1925. Dans une *Déclaration* publiée le 4 décembre 1925 (n° 7), la Rédaction disait :

« *Le Bulletin Communiste est aujourd'hui le même qu'hier. Il n'a pas varié. C'est la politique, la tactique, les méthodes du Parti qui ont changé. Et c'est parce que ce changement est contraire aux intérêts de la classe ouvrière et de la révolution que le Bulletin reprend son combat.* »

Elle esquissait ainsi sa tâche :

« *Le Bulletin Communiste se propose, en même temps que de reprendre l'effort de culture marxiste abandonné par les actuels dirigeants du Parti, de travailler et de combattre pour la formation d'un véritable Parti communiste dont le sort ne soit pas à la merci d'une péripétie de conflit intérieur dans une autre section de l'Internationale si légitimement influente soit-elle. Le Parti communiste français de l'avenir doit être capable de former son opinion et de la défendre, de faire son devoir sur son terrain propre et de jouer son rôle dans l'action commune, et non seulement de subir les impulsions de l'Internationale mais de contribuer à donner l'orientation et l'impulsion générales à l'Internationale elle-même.* »

Cette tâche, elle la justifiait en ces termes :

« *La conception du Parti communiste mondial qui est nôtre ne signifie pas, ne saurait signifier l'atrophie de l'initiative de chaque Parti, de chaque groupe, de chaque militant, ni l'abrogation des traditions historiques de chaque peuple, la négation de l'effort original de chaque élite ouvrière. C'est, au contraire, de la somme de ces initiatives, de ces traditions, de ces contributions originales que se dégage la pensée collective du communisme international. Y renoncer, c'est se désarmer devant le capitalisme, fort de sa science accumulée d'assurer son existence et de son art expérimenté d'asservir les prolétaires.* »

Elle ne prétendait pas être infaillible :

« *Le Bulletin Communiste veut travailler à la résurrection du Parti communiste français et au progrès de toute l'Internationale. S'il tombe parfois dans l'erreur au cours de l'activité qu'il déploie, c'est que l'infaillibilité n'est pas de ce monde et que ceux-là seuls ne se trompent jamais qui ne font rien. Mais son inspiration révolutionnaire, son dévouement à la cause ouvrière, son recours constant à la méthode éprouvée du marxisme le préserveront des fautes irréparables. Et dans la mesure où le passé répond de l'avenir, le nôtre permet d'envisager avec quelque confiance des lendemains prometteurs d'orages.* »

Enfin, elle s'engageait à ne pas faire du *Bulletin* un but en soi :

« Le Bulletin Communiste n'est pas l'œuvre de journalistes, mais de militants de l'idée révolutionnaire pour qui le journal n'est qu'un des moyens de servir la cause du prolétariat. Il n'existe que pour remplir une certaine tâche et disparaîtra, l'ayant accomplie. De même qu'il est devenu l'organe du Parti après avoir vécu comme organe d'opposition, il reparait comme organe d'opposition avant de redevenir l'organe du Parti. Son but n'est pas de vivre mais de donner vie au Parti communiste. La renaissance du communisme français privera le Bulletin Communiste de sa raison d'être comme feuille d'opposition communiste. »

En janvier 1926, le Comité de Rédaction, en raison des circonstances d'alors (voir le n° 15), décidait de suspendre la publication :

« Le Comité de Rédaction, espérant que la prochaine assemblée de l'Exécutif élargi voudra étudier attentivement la situation désastreuse du mouvement communiste français, estime de son devoir de ne reculer devant aucun sacrifice pour lui faciliter la tâche et n'offrir aucun prétexte à diversion. Il décide de se prêter à la nouvelle expérience désirée par l'Exécutif en suspendant la publication du Bulletin Communiste hebdomadaire.

« Cette expérience sera édifiante pour un bon nombre de camarades qui ont depuis longtemps, dans leur for intérieur, condamné la Direction du Parti français mais n'ont jamais osé se prononcer ouvertement par respect pour l'Internationale, présentée par cette Direction comme solidaire de sa politique. Le Bulletin Communiste s'efface et le Comité de Rédaction disparaît : l'expérience qui s'ouvre n'en sera que plus démonstrative. »

D'autre part, le Comité de Rédaction laissait prévoir la création d'un nouvel organe :

« Considérant comme inévitable l'existence d'un organe d'opposition révolutionnaire dès qu'une nouvelle démonstration sera faite de l'impossibilité, pour des communistes probes, d'exprimer et de défendre leurs idées dans la presse officielle du Parti livrée à une clique, le Comité de Rédaction prend l'engagement de faire le service de tout nouvel organe d'opposition aux abonnés du Bulletin. »

En effet, n'ayant pas d'illusions quant aux résultats à attendre de la nouvelle expérience, l'opposition envisageait alors (exclus et non-exclus confondus) la nécessité d'un organe publié par des membres du Parti, mieux placés que les exclus pour

toucher leurs camarades. Le projet ne se réalisa point, pour des motifs ayant aujourd'hui perdu leur intérêt.

Le *Cercle Communiste Marx et Lénine*, fondé en février 1926, se proposait de publier, si possible chaque mois, un *Bulletin Communiste* nouvelle manière, strictement documentaire, pour conserver un lien entre les camarades privés de moyens de se rencontrer et d'échanger leurs informations. Mais après son effort pour faire vivre durant trois mois le *Bulletin Communiste* hebdomadaire, la Rédaction était à bout de ressources. Elle devait même s'acquitter de lourdes dettes, envers l'imprimeur et les camarades ayant fait des avances de fonds. Il fallut plus de huit mois pour les payer. Le *Bulletin* mensuel resta à l'état de projet.

Maintenant, nous réalisons un nouveau *Bulletin Communiste*, de format et de fréquence variables, selon les circonstances et selon nos moyens. Réussirons-nous à faire mieux qu'une brochure trimestrielle? L'audra-t-il se résigner à faire moins? Tout dépendra de l'aide que nous donneront nos amis.

Au travail. De longs préambules sont superflus : nous serons jugés à l'œuvre. Si l'on veut de nous une profession de foi, la voici, brève et limpide : *Communistes étions, communistes sommes, communistes resterons.*

LE BULLETIN COMMUNISTE.

Notre « Bulletin »

A partir des présents numéros, le *Bulletin Communiste* ne paraît plus comme revue périodique régulière. Nous le publions en recueil d'articles et de documents, brochure de notre format traditionnel, selon les ressources dont nous disposons et le temps que nous laisse la besogne quotidienne forcée.

Nous mettrons donc en circulation des *Bulletin* de format variable (quant au nombre de pages) et à intervalles variables, selon nos conditions du moment. Mais il y a quelque chose qui ne variera pas, qui n'a d'ailleurs pas varié depuis sept ans que le *Bulletin* existe : son caractère communiste.

Le *Bulletin Communiste* est en dépôt à la *Librairie du Travail*, 96, Quai de Jemmapes, Paris, 10^e. Le tirage étant limité, il est prudent de retenir son exemplaire.

Prix d'un n° : 1 fr. 50 ; d'un n° double : 3 francs.

Notre Crise

L'optimisme est de commande, dans l'Internationale communiste. *Tout va bien* : tel est le sens des discours, articles, thèses, manifestes qui traduisent la pensée officielle du communisme étant entendu que, de nos jours, le communisme n'est plus seulement une doctrine mais une administration, et que « pensée officielle » s'applique à celle-ci, non à celle-là.

La seule chose difficilement explicable, c'est que la révolution ne soit pas déjà un fait accompli dans les deux hémisphères, qu'une République universelle des Soviets ne soit pas définitivement instaurée sur le globe. En effet, puisque le capitalisme est en pleine décrépitude et la bourgeoisie frappée d'impuissance, puisque la social-démocratie agonise et que les partis communistes volent de victoires en victoires, on se demande ce qui nous reste à faire ?

Les communistes non-conformistes qui ne partagent pas l'optimisme béat de l'administration communiste ; qui ne se laissent pas davantage aller au pessimisme, c'est-à-dire au renoncement ; qui s'efforcent de s'instruire et de comprendre, de devenir toujours plus clairvoyants ; les communistes non-conformistes, disons-nous, ont depuis longtemps un point de vue mieux en rapport avec la situation réelle, avec la carte politique du monde et l'état des forces ouvrières.

Dans le *Bulletin Communiste* du 7 mars 1924, à l'occasion du 5^e anniversaire de notre Internationale, nous esquissions en ces termes le tableau de notre situation :

« La dernière année nous a été dure. Reconnaissons-le franchement. Notre parti bulgare, un de ceux dont nous étions le plus fiers, a été vaincu dans une lutte meurtrière. Notre parti allemand, dont les progrès sont pourtant considérables, a donné une grande déception à toute l'Internationale, avec ses erreurs d'octobre. Notre parti norvégien s'est coupé en deux. Notre parti russe, le fondateur, le guide, le conseiller de toute l'Internationale, est divisé... »

« Voilà pour les traits les plus accusés de notre situation. Quant aux autres, on les connaît dans l'essentiel. Nos partis de Pologne, d'Italie, de Yougo-Slavie et de Roumanie ont subi de sauvages répressions ; ils ont tenu le coup, ils subsistent et ils croîtront rapidement aux premières circonstances propices ; mais l'illégalité les a réduits à un rôle restreint, sauf le premier, dont l'action a été remarquable dans les grandes grèves de l'an passé. En Autriche, en Angleterre et en Belgique, où se trouvent trois des plus fortes sections de la 2^e Internationale, nos partis sont extrêmement faibles, comme en Espagne. En Tchéco-Slovaquie, nous avons un très grand parti mais qui n'a pas encore été mis à l'épreuve. Nos partis scandinaves et des Etats baltiques, de Hollande et de Suisse sont stationnaires... »

Après la mort de Lénine et la « bolchévisation » des sections de l'Internationale, les dernières illusions quant à l'avenir de notre mouve-

ment ne pouvaient plus subsister. Dans le *Bulletin Communiste* du 30 octobre 1925, nous complétons les vérités de 1924 par la constatation de nouvelles défaites, sans pouvoir l'atténuer du moindre espoir de prochains progrès :

« Notre parti bulgare, la première fois décimé, a été quasi exterminé ;

« notre parti esthonien a subi un sort presque identique ;

« notre parti allemand a perdu tout ce qu'il avait gagné en 1923, a perdu les trois quarts de ses membres, a perdu deux millions de voix ouvrières aux élections, a perdu toute influence dans les syndicats (2 communistes au dernier Congrès syndical) et l'essentiel de ses positions dans les Conseils d'entreprises ;

« notre parti suédois s'est scindé, une fraction rejoignant la social-démocratie ;

« notre parti anglais, à l'effectif infime, a reçu un nombre de voix plus que dérisoire aux élections et a subi, au récent Congrès de Liverpool du *Labour Party* une cuisante défaite ;

« nos partis tchéco-slovaque, italien et américain, ont subi des crises profondes et n'ont évité la scission que grâce au recul de l'Exécutif de l'Internationale devant l'étendue du désastre ;

« enfin, le parti français, vidé de la moitié de ses membres, désorganisé, discrédité, est battu dans tout ce qu'il entreprend.

« Tels sont les faits. Il convient de les étudier de sang-froid, sans lamentation ni forfanterie. »

Dix-huit mois ont passé. Mettons à jour le bilan :

notre parti russe a traversé un nouvel accès de crise aboutissant à la mise au ban du Parti des trois plus proches collaborateurs de Lénine : Zinoviev, Kamenev, Kroupskaïa, à la déchéance d'une pléiade de militants de la première heure du bolchévisme, au discrédit accentué de son régime ;

notre parti allemand, après avoir assuré l'élection d'Hindenburg à la présidence de la République, a subi plusieurs amputations de sa « gauche », a exclu ou perdu presque tous ses dirigeants, théoriciens et porte-paroles de 1924-1925-1926, Maslov, Ruth Fischer, Urbahns, Schollem, Korsch, Katz, Schwartz, Rosenberg, etc., et se trouve encore en pleine guerre de fractions ;

notre parti polonais, après avoir vu sa direction dite de droite (les fondateurs du Parti) chassée au bénéfice d'une soi-disant gauche, a vu ensuite chasser la direction nouvelle à son tour et rappeler d'anciens dirigeants, lesquels ont mis le Parti à la remorque de Pilsudsky, ce qui a provoqué, naturellement, une nouvelle crise ;

notre parti hollandais, fort de quelques centaines de membres, a exclu ses fondateurs Wijnkoop, Ravenstein, etc., qui ont fondé un autre parti minuscule ;

notre parti autrichien s'est presque volatilisé, aux dernières élections législatives, et l'*Humanité* n'a même pas osé donner le chiffre de ses voix ;

notre parti tchéco-slovaque, dont plusieurs dirigeants imposés par Moscou se sont révélés aventuriers ou provocateurs, a vu son secrétaire général Dolezal passer au fascisme (ni plus ni moins) et s'est offert, à son tour, une petite crise d'où le bolchévisateur de 1924, Neurath, est sorti dûment honni ;

notre parti chinois a livré ses meilleurs militants et combattants aux bourreaux de Tchang-Tso-Lin et de Tchang-Kai-Chek.

C'est tout cela qui permet à Staline et à Boukharine d'affirmer que tout va pour le mieux dans la meilleure des Internationales.

* * *

Si l'on examine rétrospectivement l'ensemble des assemblées de l'Internationale communiste, congrès ou réunions plus ou moins élargies de l'Exécutif, depuis la disparition de Lénine, quelques caractéristiques s'imposent.

Première constatation : toutes les décisions sont prises à l'unanimité ; il n'y a jamais de minorité ; s'il se trouve des récalcitrants, c'est qu'on les a invités en surnombre, par magnanimité, pour leur donner une dernière chance de reconnaître leur erreur ; mais les délégations officielles sont toujours unanimes et toutes s'expriment, votent, applaudissent à l'unisson.

Or, après avoir ainsi marché « comme un seul homme », les soi-disant délégations, au lendemain de leur unanimité, sont à couteaux tirés : Staline contre Zinoviev, Thaelman contre Ruth Fischer, Smeral contre Neurath, etc. Et tous ces partis unanimes n'ont pas plus tôt voté à l'unanimité qu'ils entrent en état de crise.

Ce qui est vrai pour l'Internationale l'est aussi pour chaque section. Congrès, comités centraux, bureaux politiques sont toujours unanimes. Mais les exclusions et les scissions alternent avec les unanimités.

Le type même de ce phénomène, l'exemple le plus achevé, presque inégalable, c'est le parti russe (1), que les autres imitent dans tous ses défauts : Trotsky était porté au pinacle à l'unanimité, avant d'être répudié unanimement ; Zinoviev, unanimement hissé sur le pavois, en a été précipité d'un assentiment unanime. La même unanimité guette le prochain gêneur. On a vu Lénine-grad voter unanimement dans un sens et, du jour au lendemain, voter unanimement dans le sens contraire...

Deuxième constatation : chaque parti ne tarit pas d'éloges sur lui-même ; il n'a que des progrès à son actif ; il ne cesse de recevoir de nouveaux adhérents ; il gagne des voix à toutes les élections ; il se bolchévise ; tout va bien.

Tout à coup, voici la crise. On apprend alors que cela ne pouvait plus durer ainsi ; que la direction était défailante, avait commis faute sur faute ; que le parti perdait des adhérents, des voix, de l'influence. Bref, maintenant, enfin, tout est en ordre, tout va marcher.

Et l'on ne manque pas d'ajouter : c'était

(1) On y a même forgé l'expression de « majorité cent pour cent », popularisée par Zinoviev qui a maintenant tout loisir d'en apprécier pleinement le sens. C'est tout juste si l'on a pas vu de majorité « cent-un pour cent ». Staline n'y a pas encore pensé.

prévu ; nous l'avions bien dit ; les avertissements n'avaient pas manqué ; ainsi, à la sous-commission du septième Exécutif élargi... ; la crise était inévitable ; la voici, tant mieux, elle sera salutaire ; c'est une crise de croissance.

On met à la porte presque tous les dirigeants de la veille, voire les fondateurs du Parti, et l'on s'écrie : bon débarras ! Il était sûr que ces gens-là trahiraient. Depuis six ans déjà, ils présentaient des symptômes de déviations social-démocrates. D'ailleurs, les ultra-gauches finissent toujours comme cela. Les droitiers pareillement. Les centristes aussi.

Enfin, inévitable couplet : nous perdrons quelques éléments petit-bourgeois et gagnerons les ouvriers. Le parti sort renforcé de la crise. Déjà, les larges masses viennent à nous.

Un an ou six mois plus tard, (en Allemagne, il suffit souvent de trois mois), le parti unanime connaît un nouveau « malaise ». A l'unanimité, le Comité central est sorti, à l'exception de ceux qui ont assez d'entregent pour faire une subite volte-face et accepter une politique contraire à celle de la veille. On garde les mêmes boniments et l'on recommence.

Troisième constatation : l'Exécutif, et à son exemple les divers « bureaux politiques », affirment toujours que les événements ont confirmé toutes leurs prévisions. Ils ont tout prédit. Si l'on dressait une liste de leurs prophéties et que l'on mit en regard les faits réels, on obtiendrait une démonstration frappante de cette sorte de génie qui leur fait annoncer exactement le contraire de ce qui doit arriver, manquer les plus belles occasions de se taire et ne pas remarquer les choses les plus évidentes. Peu importe : quand on tient la caisse, on peut tout se permettre.

Exemples les plus récents : le plan Dawes, inapplicable ; la catastrophe imminente en Allemagne ; Mac Donald égale Churchill ; le fascisme est là ; le Bloc des gauches, pire que le Bloc national ; Locarno, déclaration de guerre à la Russie ; la grève anglaise, prélude à la révolution britannique ; la prise de Changhaï, étape de la révolution mondiale ; Tchang-Kai-Chek, homme sûr par excellence... Quant à la guerre contre les Soviets, elle est annoncée en moyenne tous les trois mois, parfois deux fois par trimestre.

Quatrième constatation : quoi qu'il advienne, tout tourne à l'avantage des communistes. Par conséquent, inutile de se préoccuper de l'avenir : tout va bien pour nous, tout va mal pour la bourgeoisie. D'ailleurs, Lénine n'a-t-il pas un jour dénoncé les esprits chagrins pour qui tout va bien chez l'ennemi et mal chez nous ? Il n'y a qu'à renverser la formule pour obtenir une règle de penser parfaite...

Cinquième constatation : il n'y a pas de milieu entre le « léninisme cent pour cent » et la contre-révolution. Ou bien vous êtes Président de l'Internationale, à tout le moins membre de l'Exécutif et du Bureau politique de votre parti, ou bien vous n'êtes pas bon à jeter aux chiens. Foin des nuances intermédiaires...

En résumé : on est toujours unanime et le plus clair de notre activité est consacrée aux crises ; on est toujours content de soi mais il faut remanier les Comités centraux plusieurs fois par

an ; on a toujours raison, ce sont les événements qui ont tort ; tout va bien ; celui qui pense est un contre-révolutionnaire.

Il faut un singulier effort de mémoire pour se rappeler qu'à sa fondation l'Internationale communiste se réclamait de Marx, quand on la voit tombée au niveau de déchéance dont nos simples constatations donnent une idée insuffisante.

* * *

Comment reste-t-il encore quelque chose de l'Internationale communiste après trois ans de ce régime, de ces pratiques, de ces divagations ? Les raisons en sont assez claires et devraient retenir l'attention des camarades qui attendent passivement que « tout soit liquidé » pour « refaire quelque chose ».

Sans doute, en trois ans, pas mal de choses, pas mal de gens ont été « liquidés ». Si l'on songe à notre Internationale de 1923, il faut reconnaître que la destruction est allée bon train. Et nous avons encore devant nous d'autres « liquidations » en perspective. Mais croire que ce processus doit aller jusqu'à faire place nette, c'est s'abandonner à une conception mécanique trop apparentée à l'automatisme en honneur dans le communisme officiel.

La 3^e Internationale est née du renoncement de la 2^e Internationale à toute action extra-parlementaire, avant de devenir une annexe de l'Etat soviétique. La Révolution russe a hâté sa formation et lui a imprimé une impulsion décisive, mais à son origine, on trouve bien la carence de la 2^e Internationale à l'heure où le prolétariat avait besoin d'une organisation de classe combattive. Zimmerwald et Kienthal ont eu lieu sans révolution russe ; la scission morale accomplie devait entraîner une scission organique.

Pour que la 3^e Internationale perdît sa raison d'être, il faudrait que la 2^e Internationale redevînt ce qu'elle était quand Lénine en était membre, fût-ce avec ses tares, mais aussi avec ses belles promesses. Rien ne laisse entrevoir un tel changement. Et tant qu'il y aura un capitalisme qui poussera ses exploités à la lutte, tant que la 2^e Internationale décevra la partie la plus active de ces exploités, il y aura de la place pour une Internationale d'esprit révolutionnaire. Evidemment, celle-ci ne comptera pas, longtemps encore, pour ainsi dire par définition, de grandes masses. Les masses votent et ne se battent pas, — sauf circonstances de très grandes crises économiques.

Imaginons, par hypothèse, des partis socialistes qui soient tous de l'espèce du parti social-démocrate autrichien. Les partis communistes seraient probablement, *mutatis mutandis*, réduits à l'état du parti communiste d'Autriche... Et les communistes entreraient bien vite dans les partis socialistes pour les influencer de l'intérieur, les « gauchiser » davantage, — ce qui n'empêcherait pas la plupart d'entre eux de passer à l'extrême-droite, de s'encroûter dans les municipalités ou les coopératives.

Mais alors que le parti socialiste autrichien s'oppose seul au bloc bourgeois de son pays, les autres partis socialistes se compromettent avec leur bourgeoisie et rendent nécessaires des partis communistes. Tant qu'il y aura dans les

partis socialistes des mitrailleurs de la classe ouvrière, ou candidats mitrailleurs, l'avant-garde de celle-ci formera son parti politique distinct.

La révolution russe devait marquer de son empreinte la nouvelle Internationale comme la social-démocratie allemande avait imposé la sienne à l'ancienne. Les avantages en compensaient les inconvénients quand les partis communistes restaient les continuateurs de la tradition révolutionnaire de leur pays respectif. La bolchévisation de 1924, en rompant cette filiation, a fait de nos partis de simples ramifications du Parti bolchévik, les qualités en moins et tous les défauts nationaux en plus.

De sorte que, pratiquement, ces partis communistes rendus indispensables par le renoncement des partis socialistes à l'action de classe n'existent plus, et qu'en revanche, notre parti russe se trouve avoir des succursales à l'étranger. Mais celles-ci, bénéficiant d'une équivoque, sont toujours considérées par les moins conscients de leurs membres selon la définition initiale, la réputation acquise, comme ces journaux qui conservent une partie de la clientèle malgré un changement de direction, de rédaction et d'orientation. Et les plus conscients des communistes, éliminés naturellement de leurs Partis auxquels ils sont devenus étrangers en restant fidèles à eux-mêmes, se trouvent sans parti.

Les éliminations ont eu lieu sous bien des formes, mais les formes ne servent qu'à tromper les naïfs. Il n'y a pas de différence, au fond, entre l'exclusion d'un Français de son parti, la séquestration d'un Allemand à Moscou, l'envoi d'un Russe au Caucase, l'exil dans les ambassades soviétiques. Des différences existent quant aux avantages personnels offerts par l'un ou l'autre sort : la part d'action communiste laissée aux diverses sortes de condamnés est la même.

Voici donc sans parti, formellement ou non, un grand nombre de communistes qui se trouvent être les plus aptes à penser et à militer, les moins enclins à servir d'aveugles instruments. En bonne logique, il ne leur resterait qu'une chose à faire : fonder ces partis communistes qui font encore défaut. En bonne dialectique, est-ce indiqué, est-ce possible ? Cela dépend des cas, et des hommes.

En Russie, on n'y peut songer tant que le parti actuel entend monopoliser le pouvoir et rester l'unique parti légal, ne laissant aux vrais communistes que l'alternative de se soumettre ou de s'exposer à une impitoyable répression. La question se pose autrement ailleurs et différemment dans chaque pays. Il s'agit de savoir si les conditions pratiques essentielles sont réunies pour s'engager heureusement dans une telle voie.

Sans doute ne le sont-elles pas puisque les nouveaux partis ne sont pas nés, bien que des embryons existent déjà en France et en Allemagne sous divers noms. Elles ne le seront peut-être jamais. Et les actuels partis communistes continueront de passer, devant les travailleurs aux révoltes élémentaires, pour l'avant-garde de leur classe, et ils s'y rallieront faute de mieux. Bolchévisateurs et bolchévisés pourront ajouter, à leurs anciennes trouvailles saugrenues, d'autres insanités ; il se trouvera toujours, pour leur

lumpenkommunismus, un *lumpenproletariat*, des travailleurs arriérés, passifs ou suiveurs, des mécontents de diverses classes sociales, le tout encadré de fonctionnaires stylés et d'adhérents fanatisés.

La bolchévisation, si malfaisante soit-elle, ne fera donc pas place nette dans les pays où le parti socialiste s'acquitte à une bourgeoisie rétrograde. Les partis communistes auront des moyens de durer dans leur médiocrité tant que durera l'Etat soviétique, de faire illusion, de réussir des agitations sans lendemains. Certes, ils n'auront guère de communiste que le nom, l'étendard et une vague aspiration générale : ils vendront plus ou moins de papier, recevront plus ou moins de voix aux élections, comme bien d'autres partis et par des procédés de même nature, sinon de même forme ; ils peuvent même ne pas décevoir complètement le contingent de prosélytes que chaque année leur procure par la force des choses, c'est-à-dire par la logique du régime, et en conserver quelques milliers à notre avenir. Mais quant à former une élite, quant à élaborer l'idéologie d'une humanité supérieure, c'est une autre affaire... *Il faudra donc que la pensée communiste se fasse jour ailleurs.*

C'est à quoi doivent songer les camarades qui ont le tort d'attendre que « tout soit liquidé » pour « refaire quelque chose ».

* * *

Le parti communiste est le parti de la révolution sociale. Quand il ne fait pas la révolution, il la prépare : tel est son principal trait distinctif. Les communistes officiels, qui n'ont pas de révolution à faire si les circonstances ne s'y prêtent, la préparent-ils ?

Ils font tout le contraire.

Préparer la révolution, c'est atteindre à l'intelligence du développement social, — historique, économique, technique, politique, culturel — ; c'est constituer et rendre conscients dans le régime actuel les cadres de la future société ; c'est développer les institutions propres du prolétariat ; c'est former des révolutionnaires et les organiser en un parti qui, porteur d'une science, d'une éthique et d'une esthétique dignes d'une société sans classes, devienne le guide qualifié de la classe ouvrière dans l'accomplissement de sa mission.

Que font les pseudo-communistes ? Au lieu de s'élever à l'esprit critique, à la connaissance, au marxisme, ils s'abaissent aux clichés, aux formules toutes faites, aux litanies religieuses, au psittacisme. Au lieu de travailler, ils s'agitent ; au lieu de raisonner, ils insultent ; au lieu de prouver, ils mentent ; au lieu de convaincre, ils gueulent. Bien loin de forger des cadres neufs, ils imitent la bourgeoisie dans sa police, son armée, sa bureaucratie, sa presse, son parlement. Les institutions ouvrières ? Ils ne les connaissent que pour les domestiquer. Quant à la sélection d'un parti digne de prendre la tête du mouvement prolétarien, ils la pratiquent à rebours et tendent à former un troupeau de suiveurs, en méprisant la science, en narguant la conscience, en bafouant notre morale et en substituant à l'idéal du prolétaire la mentalité du voyou.

Quoi d'étonnant si le communisme est partout en recul et si l'Etat soviétique subit affront sur affront ? Quel spectacle donnons-nous, bientôt dix ans après la déclaration des droits du prolétariat ? A Pékin, on supporte les attentats de Tchang-Tso-Lin et l'on assiste, impuissants, au supplice des communistes ; à Changhaï, à Nankin, à Canton, on laisse étrangler ou fusiller les militants ouvriers. Après avoir inutilement tonitrué contre la Suisse, on se hâte de céder pour aller à Genève. De honteuses platitudes à Mussolini aboutissent à la signature d'un accord italo-roumain. Les *jingoes* mettent les représentants russes à la porte de l'Angleterre et l'on ne sait que balbutier des arguties filandreuses tout en offrant de payer très cher en commandes industrielles l'autorisation de rester et en mendiant la protection des travaillistes. A Paris, un Myron Herrick, incarnation de la brute yankee, se permet d'insulter notre révolution sans que Racovsky ose ouvrir la bouche. Et les hommes d'Etat soviétiques désavouent l'Internationale ! Et les partis communistes déclarent ignorer l'Etat soviétique !

Autant les usurpateurs de l'héritage de Lénine sont arrogants et intraitables envers l'opposition communiste, envers les hommes de la Révolution d'Octobre, envers les artisans de la première heure de l'Internationale communiste, autant ils sont plats et désemparés devant l'insolence bourgeoise. Et ils croient faire illusion en mettant en œuvre les caractères les plus voyants de leurs entreprises typographiques.

Heureusement que si notre Révolution, notre Internationale, notre mouvement sont dans un triste état, les affaires du capitalisme ne sont pas si fameuses que la bourgeoisie puisse risquer une sanglante et coûteuse aventure. Utilisons sans plus attendre le répit actuel pour préparer les partis communistes de l'avenir, créons des militants d'une autre qualité que ceux qui se sont laissés tromper ou corrompre par la bureaucratie soviétique, rendons-nous dignes de nos tâches futures : dans le Parti ou hors du Parti, nous n'avons besoin de l'autorisation de personne pour travailler en serviteurs conscients et désintéressés du prolétariat.

Viennent les événements où se joueront les destinées de l'humanité, et la révolution ne sera pas défendue par des valets, des braillards, ni des cabotins : c'est alors qu'elle reconnaîtra les siens.

BORIS SOUVARINE.

LÉON TROTSKY

LES PROBLÈMES DE LA GUERRE CIVILE

A la Librairie du Travail

96, Quai de Jemmapes, PARIS

Prix : 1 fr. 50

Le « testament » de Lénine

Il a souvent été question, dans les discussions suscitées par la crise du bolchévisme, du document couramment appelé « testament » de Lénine. Mais au cours des pseudo débats institués dans les diverses sections de l'Internationale comme simulacres de démocratie ouvrière, les dirigeants des partis, aux ordres du Secrétariat du P.C. russe, ne rougissaient pas de nier l'existence même du document, dont l'appellation n'importe pas.

Ce « testament » existait si peu qu'il a été rendu public par notre camarade américain Max Eastman. La *Révolution prolétarienne*, notamment, l'a reproduit dans son n° 23 (nov. 1926).

Nous jugeons nécessaire de le publier à notre tour, tant pour le porter à la connaissance de nouveaux camarades que pour l'éclairer d'un exposé des circonstances qui ont précédé sa rédaction.

Il y a plus de quatre ans que Lénine, malade, écrivait à l'intention du 12^e Congrès de son Parti quelques notes donnant son opinion sur les questions brûlantes de l'heure. Il les confia à Kroupskaïa pour les faire lire à ce Congrès, le premier où il ne pouvait participer.

Espérant toujours un retour de Lénine à la santé et aux affaires du Parti et de l'Etat, Kroupskaïa s'abstint de communiquer ces papiers recelant les suprêmes pensées, les derniers conseils du « vieux ». Le Congrès eut lieu sans que l'opinion de celui-ci fût connue.

Après la mort de Lénine, Kroupskaïa remit au Bureau politique les précieux papiers en demandant leur lecture au 13^e Congrès. Staline, Zinoviev et leurs amis s'y opposèrent. Ils venaient de mener contre Trotsky une grande campagne de diffamation où leur procédé favori était d'opposer Lénine à Trotsky en exhumant artificieusement de vieilles querelles, tout en s'attribuant l'héritage de l'autorité du premier, — au mépris de la vérité historique comme des intentions de Lénine. La révélation des notes ultimes de celui-ci eût contrecarré leurs plans.

Un Comité central aux ordres décida, par une trentaine de voix contre dix, de ne pas exécuter la demande de Lénine, de ne pas lire ses notes au Congrès mais, par un détour astucieux, de les faire connaître à certains délégués choisis, réunis séparément, avec commentaires... explicatifs. Cela permettait de dénaturer le sens du document et d'interdire tout débat.

Ainsi, les pseudo-léninistes professionnels ne craignaient rien tant que l'expression de la pensée de Lénine. Et pour de bonnes raisons. Dans ses dernières années, Lénine était en accord intime avec Trotsky. Quant à son appréciation sur Staline, elle devenait de plus en plus péjorative.

Le 27 décembre 1922, Lénine écrivait au Bureau politique pour approuver le point de vue de Trotsky sur le rôle du *Gosplan* et modifier sa propre opinion antérieure. Le 13 du même mois, il avait chargé Trotsky de défendre au Comité central leur conception commune sur le mono-

pole du commerce extérieur. Les 30 et 31 décembre, il écrivait au Bureau politique pour attaquer Staline, Dzerjinsky et Ordjonikidzé, coupables d'une politique anticommuniste brutale envers les nationalités du Caucase, pour soutenir la position de Trotsky devant cette politique et, le 5 mars 1923, il écrivait à Trotsky pour le prier de prendre sur lui la défense de leur conception commune. En janvier-mars 1923, il écrivait ses articles sur le Commissariat de l'Inspection, condamnant l'indescriptible gabegie régnant dans cette institution *dirigée par Staline*, et obtenait à grand-peine, avec l'aide de Trotsky, la publication de l'écrit devenu célèbre : *Plutôt moins, mais mieux*, — Kouibychev ayant même osé proposer d'imprimer un exemplaire unique de la *Pravda* contenant l'article de Lénine, pour « calmer » celui-ci.

Il faut songer à tout cela pour comprendre comment, les 25 décembre 1922 et 4 janvier 1923, Lénine écrivit les notes où il proposait d'écarter Staline du Secrétariat du Parti et affirmait que Trotsky était l'homme le plus capable du Comité central.

Lénine n'était pas infaillible et l'on sait que pour les véritables communistes de la première heure, chaque mot tombé de sa bouche ou de sa plume n'était pas un oracle. Ses opinions peuvent et doivent être discutées par des marxistes conscients. Son « testament » ne nous est pas sacré. Mais s'il est des gens qui n'ont pas le droit d'étouffer les dernières paroles de Lénine, de les soustraire à la connaissance et à la méditation de ses disciples et d'en considérer la divulgation comme une haute trahison, c'est bien ceux qui font métier d'annoncer des formules du maître, dont ils couvrent même leurs pires agissements. En confisquant le « testament », les pseudo-léninistes ont montré une fois de plus leur médiocrité et leur lâcheté intellectuelles et démontré leur incapacité de durer autrement que par les plus vulgaires procédés de l'escamotage, de la tromperie et de l'intimidation, empruntés à la corruption politique bourgeoise.

Voici le texte du document :

Par stabilité du Comité central, dont j'ai parlé plus haut (1), j'entends des mesures contre la scission, dans la mesure où en général de telles mesures peuvent être prises. Car, évidemment, le réactionnaire (S. F. Oldenbourg, semble-t-il) avait raison qui, dans la « Rousskaïa Mysl », premièrement tablait sur la scission de notre Parti dans son jeu contre la Russie soviétique, et quand, deuxièmement, il tablait pour cette scission sur les plus sérieux désaccords dans le Parti.

Notre Parti s'appuie sur deux classes et c'est pourquoi son instabilité est possible, et inévitable sa chute. Si, entre ces deux classes, un accord ne peut être établi. Dans ce cas, il serait même inutile de prendre telles ou telles mesures, voire de délibérer de la stabilité de notre Comité central. Nulle mesure, dans un tel cas, ne se montrerait propre à prévenir la scission. Mais j'espère que c'est là un avenir trop lointain et un événement trop improbable pour en parler ici.

(1) Allusion à une partie des notes concernant l'organisation économique. — N. d. l. R.

Ce que j'ai en vue, c'est la stabilité du Comité central comme garantie contre la scission dans le proche avenir et j'ai l'intention d'examiner ici une série de considérations de caractère purement personnel.

Je crois que l'essentiel, dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que Staline et Trotsky. Les rapports entre eux constituent, à mon avis, une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée et à l'évitement de laquelle doit servir, entre autres, l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à 50 et 100 personnes.

Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade Trotsky, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

Ces deux qualités des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission ; si notre Parti ne prend pas les mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément.

Je ne vais pas ensuite caractériser les autres membres du Comité central d'après leurs qualités personnelles. Je rappellerai seulement que l'épisode d'octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchévisme au camarade Trotsky.

Quant aux jeunes membres du Comité central, je veux dire quelques mots de Boukharine et de Piatakov. Ils sont, à mon avis, les plus marquantes parmi les forces jeunes et il faut, à leur égard, avoir en vue ce qui suit :

Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du Parti, et aussi légitimement considéré comme le préféré de tout le parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique).

Puis, Piatakov, incontestablement homme de volonté et de capacités les plus éminentes, mais inclinant trop à l'administration et au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse.

Evidemment, l'une et l'autre remarque sont faites par moi seulement pour le moment présent, et à supposer que ces deux travailleurs éminents et dévoués ne trouvent l'occasion de compléter leurs connaissances et de modifier ce qu'ils ont en eux d'unilatéral.

25 décembre 1922.

LÉNINE.

Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance décisive.

4 janvier 1923.

LÉNINE.

Dernière Heure...

Ce double numéro du *Bulletin* a fait un stage excessif à l'imprimerie, pour de simples mais impérieuses raisons matérielles. Il en résulte une certaine disparité chronologique et un retard sur l'actualité.

Nous avons le projet ferme de nous mettre à jour en sortant au cours des six semaines à venir *deux* nouveaux numéros-doubles, qui véhiculeront l'essentiel des matériaux en sommeil.

Ainsi nous aurons sorti la valeur de six numéros pour environ une demi-année. Et nous pouvons déjà envisager avec certitude de publier *au moins* dix numéros, séparés ou joints, en 1927.

Le *Bulletin* revoit le jour dans des circonstances dramatiques. La bourgeoisie anglaise, alertée par la prise de Changhaï, alarmée de la marche victorieuse des armées nationalistes chinoises, s'en prend à la Russie soviétique, plus accessible et vulnérable que la Chine lointaine et impénétrable, et qu'elle rend, dans sa colère, responsable de tous ses malheurs. Elle rompt avec l'Etat soviétique et manœuvre pour l'isoler, l'encercler, le bloquer. Elle intrigue, sodoie, complot et provoque. La presse française, la plus vénale du monde, est à ses ordres. Des gouvernements sans principes et des Etats sans équilibre budgétaire se font ses instruments. L'émigration russe est à sa solde pour les pires besognes.

Une atmosphère de progrome se crée en Europe. On se croirait, par moments, revenu aux jours tragiques de 1918. En France, un marchand de produits chimiques enrichi, ayant acheté le *Figaro* de Krupp, provoque chaque jour à une Saint-Barthélemy de communistes et c'est miracle s'il n'a pas réussi à faire assassiner quelqu'un de nos camarades russes à Paris. En revanche, un de ceux-ci tombe à Varsovie sous le brownning d'un blanc. Les journaux très chrétiens *Echo de Paris*, *Action Française* et autres *Gaulois* exultent. Le crapuleux *Matin* fait l'apologie du crime. L'engeance tzarienne croit propice de bouger.

C'est le moment que choisit Staline pour tenter d'étouffer la conscience communiste en Russie. Sa politique en Chine a non seulement porté de beaux fruits dans la vallée du Yang-Tsé : elle a ouvert bien des yeux dans le Parti qu'il dominé et renforcé l'opposition. Une « adresse » de celle-ci au Bureau politique, destinée à l'Internationale, se couvre de signatures. D'abord quatre-vingts, puis cent cinquante, elles seront peut-être mille si le document circule. Tous d'anciens militants éprouvés. Staline s'acharne et veut en finir avec les irréductibles...

Mais voici que l'Exécutif de l'Internationale, pourtant « discipliné » à souhait, pris d'un singulier malaise, ne marche plus avec entrain. Sa dernière réunion, dont la presse communiste n'a soufflé mot, s'est refusée à certaines mesures de rigueur. Il faut que Staline emprunte une autre voie. Le plénum du Comité central russe de juillet lui accordera-t-il l'exclusion des théoriciens de l'opposition ?

L'heure est difficile pour les vrais communistes. Il faut se rappeler l'opinion de Marx : « *Crier et agir sont deux choses opposées et qu'on ne peut concilier* ». Précisément, Marx l'écrivait à propos des révolutionnaires russes de Pépouque (1881), et il ajoutait : « *Le Comité exécutif de Petersbourg, qui agit avec tant de décision, publie des manifestes d'une modération extrême* ». Aujourd'hui, Marx ne ferait pas le même éloge du Bureau politique de Moscou, qui erie mal à propos et agit sans esprit de suite. Raison de plus pour que les communistes sérieux gardent leur sang-froid.

Nous avons à dire la vérité au prolétariat. Nous la dirons, dussions-nous être longtemps encore incompris, méconnus et vilipendés. Tous les événements nous encouragent à persister dans notre voie en justifiant notre conduite passée : nous ne regrettons qu'une chose, c'est de ne rien avoir à rétracter.

La crise du P. C. Russe

Les idées de « l'Opposition ouvrière »

Quelques camarades se rappellent peut-être que le dernier conflit public dans le P. C. Russe a été annoncé par la dénonciation de "l'opposition ouvrière", dans la Pravda du 10 juillet dernier, à propos d'une lettre privée de Medvediev, vieille de deux ans, et adressée à des communistes de Bakou.

Cette lettre n'a jamais été publiée.

Avec l'honnêteté spéciale qui est devenue de règle dans notre Parti Russe depuis que les intérêts de clan y ont pris le pas sur les intérêts de classe, l'auteur de la lettre a été dénoncé comme contre-révolutionnaire, à grand renfort de falsifications du document révélateur.

Dans la Révolution Proletarienne d'août 1926, le rédacteur du B. C., ignorant le texte authentique de la lettre, a réussi, par une scrupuleuse

critique de texte et quelque connaissance du sujet, à indiquer exactement tous les points tripatouillés par la Pravda, ainsi que les matériaux reçus ultérieurement l'ont démontré. « Vous avez mis le doigt sur tous les faux », nous écrivait de Moscou un camarade bien renseigné.

Voici le texte intégral non falsifié de la lettre de Medvediev.

Nous répétons encore une fois qu'en reproduisant un document de cet ordre, nous entendons donner à nos lecteurs des éléments pour se faire une opinion, et non reprendre à notre compte toutes les idées qui s'y trouvent exprimées.

Voit, comme complément à cette lettre, l'article de Chliapnikov : "La Vérité sur l'Opposition ouvrière", (Révolution Proletarienne d'octobre).

Cher camarade V.,

Nous avons reçu votre lettre et les renseignements sur la discussion à Bakou. Nous avons vu, aussi bien par la lettre que par la conversation avec le camarade Kobysiev que vous n'avez pas encore connaissance de notre article publié dans la Pravda du 18-1-24. Il fut écrit et remis à la rédaction dès le 20-12-23, c'est à dire à une époque où la discussion continuait encore à s'étendre même chez nous, à Moscou. A ce moment là, tout le monde avait pris position et nous, primes dans notre article une attitude nette sur toutes les questions posées au cours de la discussion. Il est bien regrettable que cet article ne vous soit pas parvenu.

En tous cas, maintenant vous le recevrez ; nous vous l'envoyons par l'intermédiaire de Kobysiev, et nous y joignons des éclaircissements sur nos conclusions d'ensemble contenues dans le discours sténographié de Chliapnikov, rapporteur à la conférence du Parti du Rayon de Khamovniki, ainsi qu'une copie de la résolution que nous avons présentée surtout dans les cellules ouvrières. Lisez-les attentivement, et vous y trouverez une réponse aux questions principales de votre lettre. Ne perdez pas de vue que dans ces documents nous ne définissons que la ligne générale de la politique du Parti, sans aborder ses manifestations spéciales dans divers domaines. Dans cette lettre, je n'examinerai que les aspects de cette politique qui pourraient rester obscurs pour vous même après connaissance des renseignements indiqués ci-dessus.

I. — Voici ce que nous devons dire de votre résolution : elle ne définit pas exactement le rôle et l'importance de la politique intérieure du C. C. Il ne faut jamais perdre de vue que cet aspect de l'activité politique du Parti est subordonné, dérivé.

Il dépend de la politique économique fondamentale du Parti, qui détermine l'ensemble.

Or, celle-ci est en dernière analyse une résultante du rapport des forces des classes dans notre pays, de leur poids spécifique (1) et de leur puissance économique dans l'économie générale. Mais, directement, elle est déterminée par la composition sociale de notre Parti, dans lequel les masses ouvrières ne constituent que le sixième ou le septième de l'effectif. C'est de cela que dépend, selon nous, la politique intérieure du Parti, c'est également ainsi que nous l'expliquons dans nos documents.

Il serait tout à fait erroné de croire possible de diviser les divers domaines de la politique du Parti en secteurs complètement indépendants l'un de l'autre, et, tout en approuvant la politique économique fondamentale du C. C., de critiquer logiquement et avec succès les divers aspects de sa politique, qui ne sont au fond que la résultante directe du contenu, du caractère et de la tendance de cette politique économique. Cette erreur est le défaut principal de votre résolution.

Elle s'aggrave du fait qu'en tentant de défendre celle-ci, vous soulignez que vous ne critiquez nullement la politique générale du C. C. ou plutôt vous dites que vos divergences de vues sur la politique intérieure du Parti ne sont pas liées à la politique d'ensemble. Chez nous à Moscou « l'opposition de septembre » (Préobrajensky, Piatakov, Smirnov, etc.) fut complètement battue et démoralisée parce qu'elle avait ainsi posé la question. Cela se serait inévitablement aussi

(1) Nous respectons ici la traduction littérale, bien que l'expression, en français, soit impropre, « poids spécifique » ayant un sens scientifique précis. Mais la littérature politique russe fait un tel usage de cette formule qu'elle se trouve pour ainsi dire consacrée par l'emploi. Au reste, le sens est clair. — N. d. l. R.

produit chez vous, s'il y avait eu à Bakou dans les sphères officielles des politiques plus expérimentés.

II. — a) Dans les questions concernant la politique économique, encore une fois nous n'approuvons pas le caractère général que lui donne le C. C. dans sa résolution et qu'elle a réellement. Je parle du « caractère général » non pas parce que nous serions des partisans de cette politique en tous ses points. Loin de là. Mais je suis obligé d'être bref dans cette lettre ; je n'aborderai donc que l'essentiel en laissant de côté les aspects particuliers.

Le point essentiel de la résolution du C. C. déterminant tout le reste est de n'assigner au fond à toutes les branches de l'industrie lourde d'Etat qu'un rôle d'annexe, de complément aux petites et même aux infimes entreprises rurales. Tout ce qui ne peut trouver à s'employer dans ces entreprises est condamné à la réduction par la prétendue « concentration » ; ce n'est que quand une pareille réduction peut provoquer directement l'indignation de la masse ouvrière condamnée à un long chômage que cette réduction ou « concentration » fait place à des considérations d'ordre politique. Mais il va de soi qu'ainsi la réduction se trouve simplement retardée, sans que soit nullement résolue la question du maintien réel et de l'extension de nos foyers industriels et des forces révolutionnaires prolétariennes.

Celui qui connaît, ne serait-ce que dans les grandes lignes, l'histoire de notre industrie, ou s'y intéresse tant soit peu, se rend aisément compte qu'elle ne compta jamais sur les entreprises rurales, ni dans sa création, ni pour son développement, en ce qui concerne ses branches fondamentales : sidérurgie, constructions mécaniques, extraction du charbon et du pétrole, combustibles en général ; elle reposait sur la construction des chemins de fer, l'établissement des voies fluviales, des routes et chaussées, sur l'extension incessante de toutes les branches industrielles de l'économie nationale, en leur fournissant des machines, du matériel, des outils, etc., sur la croissance de l'économie des villes et sur les grandes ressources réservées à la « défense nationale ». Le monde paysan consommait pour une somme infime comparativement à ces consommateurs et n'était même pas un auxiliaire sérieux pour l'industrie lourde.

Aussi, lorsque maintenant le C. C. annonce que ce marché paysan est une limite que l'industrie d'Etat ne peut franchir, que c'est précisément dans ce sens qu'il résoudra toutes les questions industrielles, nous voyons naturellement dans une telle politique une menace dirigée contre la grande industrie, l'existence même de la classe ouvrière, et dès maintenant contre les avantages immédiats que le prolétariat s'assura par la Révolution d'octobre.

Je puis vous citer ici un exemple concret de la situation qu'une telle politique crée, par exemple pour l'industrie du pétrole de Bakou. Comme nous avons pour le moment d'importantes réserves de pétrole, d'essence et d'huile minérale, comme la demande est jusqu'à maintenant très limitée, conformément au caractère général ci-

dessus signalé de la politique économique d'ensemble du Parti, toute l'industrie du raffinage du pétrole de Bakou et de Grozny se restreindrait et tout le travail de l'industrie pétrolière se concentrerait sur l'obtention du combustible. Cela signifie que nous aurions une réduction inévitable des cadres dans l'industrie pétrolière, et en même temps un affaiblissement numérique de notre base politique.

Tel est le caractère fondamental de la politique économique du Parti, fixée dans la résolution du C. C. pour la plus prochaine période de notre exercice du pouvoir. Il s'y cache à notre avis un grand danger pour les intérêts de la classe ouvrière et l'avenir de l'industrie lourde.

b) Ce danger apparaîtra encore plus pressant si nous examinons un autre facteur de notre politique intérieure au Parti : l'attitude de celui-ci, c'est-à-dire de ses dirigeants, soutenus par la majorité écrasante des membres, en face de la « Nouvelle Politique Economique ».

Jusqu'aux tout derniers temps, ils représentaient cette politique comme une manœuvre socialiste.

Poussés par une nécessité impérieuse, on avait eu l'intention, par cette manœuvre, de donner une certaine liberté à la pression petite-bourgeoise capitaliste de la paysannerie, intimement liée à la bourgeoisie commerçante des villes et des campagnes ; en même temps, on aurait pendant cette période, reconstitué, consolidé avec le maximum d'énergie la base matérielle de notre domination, l'industrie lourde d'Etat ; on aurait commencé sur le marché libre, avec l'aide de l'industrie d'Etat consolidée, la lutte contre la croissance inévitable de la Nep et du capital privé.

A présent, presque personne ne présente cette question sous cet angle. Au contraire nous entendons surtout des formules d'admiration pour cette politique qui nous fut dictée par une force hostile au prolétariat ; c'est là un signe que cette politique de nécessité devient maintenant la vertu politique suprême, c'est-à-dire que l'on cesse de la présenter comme un recul forcé permettant de sauver une grande partie de nos conquêtes. D'autre part, elle prend de plus en plus souvent l'apparence de l'unique politique économique possible pour nous ; elle serait soi-disant la consolidation de toutes les conquêtes d'Octobre, politique qui par sa tendance et par son essence représenterait en elle même un renforcement direct de la dictature du prolétariat.

Ainsi, si vous tenez compte de ce facteur : l'attitude envers la Nep qui n'est en réalité que l'expression directe, immédiate des intérêts des masses petites-bourgeoises des villes et des campagnes (elle fut d'ailleurs proclamée afin d'en affaiblir la pression politique), la tendance à transformer la grosse industrie en une annexe destinée à satisfaire les besoins des petites entreprises rurales dans leur vie domestique restreinte et ceux des masses paysannes menace plus fortement encore les conquêtes essentielles de la classe ouvrière.

c) Nous en sommes déjà à plus d'un million de chômeurs pour un million d'ouvriers au travail.

Le développement prochain, accéléré, de

l'économie rurale, particulièrement de celle des masses paysannes riches (koulaks) ou plus ou moins aisées, soi-disant moyennes, tout en étant un phénomène améliorant considérablement notre économie délabrée, amènera néanmoins inévitablement l'élimination des paysans les plus dépourvus de réserves et surtout des ex-ouvriers et en emplira les villes.

Dès à présent, ce flot entraîne des masses de plus en plus considérables. A côté de cela, puisque l'Europe nous reconnaîtra prochainement, nous entrerons en liaison plus intime avec le marché mondial ; autrement dit, dans l'économie de notre propre Etat, nous devons nous régler d'après le niveau de l'économie et du développement des Etats européens.

Quant à notre économie rurale, qui dans sa masse prépondérante appartient au type de la petite exploitation, elle devra en ce qui concerne les débouchés de ses produits sur les marchés mondiaux se guider non seulement d'après l'Europe, mais aussi d'après l'Amérique ; cela accélérera de plus en plus l'auto-disparition, l'élimination des exploitations les plus faibles de nos campagnes, cela chassera vers les villes des quantités de plus en plus grandes de dépossédés. Si à ce moment, dans l'industrie d'Etat, nous étions dans une situation pire que maintenant quand nous ne pouvons même pas donner de travail aux chômeurs actuels, il pourrait arriver que quelque bande de canailles bonapartistes tente de nous renverser ; de telles tentatives pourraient ne pas rencontrer la résistance qu'elles méritent du côté de la masse des chômeurs des villes, martyrisée par la misère ; cette masse, dans une pareille situation pourrait non seulement être passive, mais même, en ce qui concerne ses éléments les plus éprouvés, voir avec plaisir ce concours de circonstances, espérant que la domination du capital privé, tout en les vouant à une exploitation atroce, ne les laisserait au moins pas crever de faim. Un pareil état d'esprit peut se créer non seulement parmi les chômeurs, mais également chez ceux des ouvriers au travail qui s'attendent toujours à être renvoyés.

Si un pareil malheur nous arrivait, nous aurions encore moins à compter sur l'appui des paysans pauvres, en raison des considérations exposées plus haut.

Ce n'est pas pour rien que l'on a établi indubitablement pendant la discussion que ceux-ci abandonnent les rangs de notre Parti.

Nous n'approuvons donc point la politique du C. C. qui tendra au fond, pendant la période à venir, à maintenir, consolider, et même, semble-t-il, développer la petite exploitation rurale basant sur les besoins actuels de celle-ci toute la politique industrielle.

Nous estimons que la petite et infime exploitation paysanne sous la Nep à l'intérieur du pays en dépendance du marché étranger, est vouée à végéter dans des conditions barbares et à périr sans rémission.

Toutes les tentatives faites pour la sauver, pour l'aider à se maintenir, et même à se développer en conservant sa forme actuelle, sont utopiques et réactionnaires.

Ces paysans ne peuvent trouver qu'une issue

à leur situation, une industrie d'Etat se développant, s'étendant, et à laquelle ils pourraient appliquer leurs bras et leurs forces.

Tout encouragement donné aux illusions des petits paysans qui croient que le pouvoir des Soviets doit les sauver, et les sauvera du péril pourvu qu'il leur conserve la concurrence capitaliste et le commerce libre, ne ferait que les corrompre au point de vue politique ; ce serait provoquer constamment de leur part de nouvelles exigences envers l'Etat, pourvu que celui-ci, par toutes sortes d'aumônes budgétaires, paie la différence entre la valeur des produits de leur travail, déterminée par le marché mondial, et le minimum de ressources nécessaire à leur existence comme exploitants et comme individus. Ces traits existent déjà dans notre politique actuelle. A l'avenir, avec la politique économique que le C. C. fixe dans sa résolution en affirmant qu'un vaste développement de ces petites entreprises rurales est possible, ils s'accroîtront inévitablement ; le budget qui déjà maintenant comporte un déficit, se déséquilibrera davantage, et pèsera comme un fardeau immense sur la classe ouvrière ; en effet, l'Etat puisera principalement toutes ces aumônes comme le dit la résolution du C. C. « dans les revenus des entreprises des biens de l'Etat », c'est-à-dire en intensifiant l'exploitation des ouvriers de l'industrie d'Etat.

La partie de la paysannerie qui est en dehors de la masse dont nous avons parlé est la bourgeoisie rurale des paysans koulaks, qui ne nous est pas moins ennemie que la bourgeoisie d'ancienne formation. Notre attitude envers elle ne peut être qu'une lutte politique implacable.

Tel est le fond de nos divergences de vues à propos des questions de la politique économique du Parti. Nous considérons qu'elle fait prédominer les intérêts des six septièmes de ses effectifs, qui sont des éléments petits-bourgeois, au lieu de consolider la dictature du prolétariat aussi bien au point de vue politique qu'économique.

Que pouvons-nous opposer comme contrepartie à cette politique ?

a) Considérer comme objectif principal de la politique économique non plus l'exploitation rurale, mais la grosse industrie, son extension, son développement, l'utilisation de toutes les ressources de l'Etat précisément en ce sens. Cette politique servira les intérêts des prolétaires des villes ainsi que des semi-prolétaires des campagnes ; ceux-ci se réuniront de plus en plus pour les raisons exposées plus haut ; comme par une ironie du sort, leur ruine sera d'autant plus écrasante que leurs récoltes seront plus belles, car c'est précisément dans ces conditions que les produits de leur travail seront le plus dépréciés.

Cette politique servira aussi nos buts communistes. Elle est la seule politique communiste juste, possible, réaliste, capable d'assurer pour nous la solution la moins pénible du problème des petits paysans et de consolider leur alliance politique avec la classe ouvrière dans notre République.

b) A de pareilles propositions, on oppose habituellement la question : Où prendre les ressources pour les réaliser ? Il n'y en a point.

A cela nous répondons ainsi : si nous ne possédons pas de ressources suffisantes pour y arriver, nous en avons encore passablement, même dans le budget actuel, qui sont destinées non pas à développer la grande économie d'Etat, mais à soutenir l'économie petite-bourgeoise des paysans aisés et à entretenir les illusions utopiques des petits paysans, exposées plus haut.

c) Nous estimons que dans la situation actuelle de l'économie de notre pays, en tenant compte de l'avenir qui l'attend tel que je l'ai expliqué plus haut, de gros sacrifices matériels au capital international disposé à ranimer nos régions industrielles en léthargie sont le moindre mal plutôt que la situation actuelle et plutôt que celle où nous pourrions nous trouver dans de prochaines années en matière d'économie industrielle et rurale, et qui peut s'avérer pour nous désastreuse.

Penser que nous pourrions avec le poids spécifique dont jouit la classe ouvrière dans la politique de l'Etat, en appliquant un système d'impôts sur le revenu, constituer la masse de capital indispensable pour développer l'industrie éteinte, c'est se bercer d'une vaine illusion.

Croire que nous pourrions accumuler ce même capital, mais plus lentement, « centime par centime, sou par sou », en les obtenant dans l'industrie elle-même, c'est ajouter aux illusions de la petite paysannerie celle d'héritiers décadents des petits-bourgeois des villes. Pour un pareil mode d'accumulation il nous faudrait un demi-siècle. Nous ne pouvons pas encore nous représenter même approximativement dans combien de temps nous triompherons du déficit de notre budget. Seuls, de vains bavards peuvent dans de pareilles conditions parler d'accumulation réelle.

Tels sont nos désaccords essentiels au sujet de la politique économique du Parti et du système actuel de relations avec les paysans. Les conséquences de cette politique pèsent dès maintenant de tout leur poids sur la masse ouvrière, celle-ci en ressentira à l'avenir le poids encore bien plus fortement.

Se figurer qu'elle continuera à courber l'échine, c'est ne pas voir les phénomènes se produisant autour de soi, ou ne pas en comprendre la portée.

III. — La politique de notre Parti à l'extérieur, de même que celle de tout autre Parti, n'est que le prolongement, dans le domaine des relations internationales, de notre politique intérieure.

La plupart des traits caractéristiques de celle-ci se retrouvent dans la politique extérieure. Son défaut principal est qu'elle persiste à tout voir sous des couleurs propres à notre pays.

Le mot d'ordre du soi-disant « gouvernement ouvrier et paysan » se substituant à celui de « gouvernement ouvrier » n'a fait qu'exprimer une tentative vouée à l'insuccès de résoudre les problèmes principaux posés par le mouvement ouvrier de l'Europe Occidentale, en se servant de moyens et méthodes appliqués dans notre pays. Cela cause des échecs et, consciemment ou non, cette politique discrédite continuellement le rôle exercé par les parties les plus organisées et les plus conscientes du prolétariat de l'Europe Occi-

dentale ; elle cherche à trouver des points d'appui parmi les éléments prolétariens les moins conscients et « les paysans » de l'Europe Occidentale. Mais il n'y a pas là-bas de classe paysanne pareille à celle qui existait chez nous à l'époque de notre Révolution ; elle existe dans l'Extrême et le Proche-Orient. Mais nous savons maintenant ce qu'amène une tentative de s'appuyer sur les paysans ; exemple : la Bulgarie. Cette tentative imposée par le Comintern eut comme conséquence la débâcle du P. C. bulgare.

Nous savons exactement aussi que dans la Finlande paysanne, le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan » n'a pas de chances de succès, moins encore que partout ailleurs.

Telle est la principale orientation de notre politique dans les relations internationales. C'est elle qui détermina la tactique de l'I. C. en Allemagne, en Italie et en France. Dans tous ces pays d'une importance décisive pour la révolution internationale, cette tactique a conduit à arracher les forces des parcelles communistes de l'ensemble des forces organisées du prolétariat, à les opposer au reste du prolétariat en tant que partie la plus révolutionnaire, par contraste avec la masse ouvrière soi-disant incapable de participer consciemment aux actes de la révolution, ce qui a désorganisé et le mouvement ouvrier en général et sa partie communiste, isolant celle-ci de la masse ouvrière du prolétariat organisé et la privant de la possibilité d'une action permanente sur ces masses à l'intérieur de leurs rangs.

Nous sommes les adversaires les plus acharnés de cette politique. Nous ne voyons aucune possibilité de hâter la marche des événements en Europe occidentale dans le sens de la Révolution en agissant en dehors de la masse écrasante de la classe ouvrière et contre celle-ci. Nous voulons que les masses ouvrières communistes restent partie intégrante des masses ouvrières organisées dans les syndicats, les coopératives, les conseils et les comités d'usine, etc., pour que toute tentative de s'emparer du pouvoir dans ces organisations contre la volonté de la plus grande partie de leurs membres, ou d'établir des organisations du même ordre séparées de ces membres, soient résolument répudiées, car ce serait ainsi risquer des aventures périlleuses désorganisant le mouvement ouvrier.

Telle est dans ses grandes lignes notre position dans la question de la politique internationale.

Si, jusqu'à présent, nous avons besoin d'être soutenus par le prolétariat occidental, maintenant que nos relations avec l'Europe s'étendent et se régularisent, cet appui nous est encore bien plus nécessaire. Mais la politique qui consiste à discréditer toujours les ouvriers les plus organisés et les plus conscients, politique que nous avons toujours défendue et appliquée par l'intermédiaire de l'I. C., nous a amenés à isoler complètement les masses ouvrières de notre pays, du prolétariat de l'Europe occidentale, et à isoler pareillement la partie communiste de celui-ci des grandes masses prolétariennes de là-bas.

Les tentatives d'implanter mécaniquement nos méthodes de travail dans tous les pays de l'Europe occidentale créent des situations comme celle que nous voyons, par exemple, en Norvège.

Cet exemple fait voir avec une netteté particulière comment ces tentatives conduisent littéralement à la désorganisation du mouvement ouvrier de ce pays, à l'implantation de sections « communistes » matériellement faibles, et à leur entretien en puisant dans les ressources conquises par les masses ouvrières russes, ressources qu'elles ont payées de leur sang et de leurs sacrifices, mais dont elles ne peuvent jouir dans les conditions actuelles.

En fait il se crée des ramassis de valets petits-bourgeois qui, soutenus par l'or russe, se font passer pour le prolétariat, et comme étant les représentants dans l'I. C. des « ouvriers révolutionnaires ».

Les méthodes par lesquelles l'I. C. tente de conquérir les masses ouvrières occidentales sont évidemment sans espoir. Non seulement elles ne nous rapprochent pas des masses du prolétariat international organisé, mais au contraire nous en séparent.

En présence de ces échecs, les dirigeants de l'I. C., en la personne des dirigeants de notre Parti, cherchent des soutiens à notre politique en dehors de ces masses; ils annoncent, par exemple, que les farmers américains sont plus révolutionnaires que les masses ouvrières organisées d'Amérique.

De là, il est naturel de faire un pas de plus vers ces farmers. Ils apparaîtront alors précisément comme l'unique base du « communisme » sur laquelle doit porter toute l'activité des communistes américains. Des tentatives analogues se font dans tous les autres pays d'Europe. Elles témoignent de ce que la politique de l'I. C., sous la direction des dirigeants de notre Parti, comme conséquence de l'échec subi dans les masses prolétariennes, est pénétrée de tendances entraînant vers des classes propriétaires petites-bourgeoises. Celles-ci sont de plus en plus souvent opposées aux associations de la classe ouvrière, comme étant capables d'accomplir le bouleversement socialiste, et auxquelles il ne manquerait qu'une direction organisée.

Si on leur en fournit une sous la forme des P. C., ils seront les premiers à réaliser ce bouleversement. Voilà le défaut essentiel de toute notre politique internationale.

Ce défaut explique qu'on dénigre et discrédite systématiquement les unions prolétariennes de classe de l'Europe occidentale n'adoptant pas encore les mots d'ordre communistes. Ce dénigrement est désastreux pour la cause de la révolution socialiste réelle.

Notre appréciation des partis socialistes de l'Europe occidentale diffère profondément de celle de nos dirigeants.

Tous les cadres directeurs de ces partis sont considérés par eux comme composés de traîtres, renégats, serviteurs de la bourgeoisie, etc., etc... Cela se rapporte aussi bien au parti social-démocrate allemand qu'aux autres.

Ce seul fait suffit à nous faire répudier cette façon de caractériser ces cadres, puisqu'elle n'explique rien, et à nous faire douter que ce soit précisément eux la cause essentielle de ce que la bourgeoisie continue à régner encore en Europe occidentale. Cette explication n'est visiblement

pas marxiste; elle nous amène à une situation sans issue.

Une pareille interprétation de la domination bourgeoise ne laisse aucune leur d'espoir; si précisément les cadres les plus conscients, les plus organisés, les plus disciplinés de la classe ouvrière, où les sphères dirigeantes des Partis socialistes se recrutent, sont des traîtres, des renégats, etc., etc., où sont alors ceux qui représentent vraiment la révolution socialiste?

En réalité, les grandes masses prolétariennes de l'Europe occidentale non seulement ne voient pas que ces éléments trahissent les intérêts de la classe ouvrière, mais au contraire les considèrent comme étant les militants les plus dévoués à leurs intérêts.

C'est pour cette raison que les social-démocrates sont encore si forts et si puissants. C'est justement pour cela qu'ils jouissent encore d'une confiance aussi profonde de la part des masses du prolétariat.

Justement, l'analyse marxiste explique facilement pourquoi les grandes masses ouvrières apprécient ainsi ces partis et leurs chefs. Toute la solidité des liens qui les unissent à ces masses, toute la confiance profonde dont ils jouissent auprès de celles-ci s'expliquent par le fait que les chefs social-démocrates n'opposent jamais les besoins quotidiens des ouvriers et les revendications partielles des diverses catégories existant parmi ceux-ci, à l'intérêt de la révolution. Au contraire, ils estiment que celui-ci revient surtout à satisfaire les besoins quotidiens des masses ouvrières.

Parfois ils considèrent comme une véritable révolution le fait de résoudre avantagement les problèmes touchant aux besoins immédiats des ouvriers, que ce soit sous forme de réduction de durée de la journée de travail, d'augmentation de salaire, du rôle joué dans l'Etat et les municipalités. Or le prolétariat international ayant quantité de besoins, il n'y a rien de merveilleux à ce qu'il confie la direction de sa lutte, précisément à ceux qui ne lui apportent pas de belles inventions présentées comme vues d'avenir, mais le défendent savamment contre les maux de tous les jours.

Voilà la base sur laquelle s'est formée la solidité diabolique des liens existant entre les partis socialistes de l'Europe occidentale et la classe ouvrière de leurs pays, solidité que nous pouvons constater jusqu'à présent malgré la conduite parfois vraiment criminelle des dirigeants de ces partis aux moments les plus importants de la lutte des masses.

En prenant cette appréciation du rôle des partis socialistes et de leurs chefs comme point de départ, nous disons que l'I. C. pour conquérir les masses ouvrières de l'Europe Occidentale n'a pas besoin de discréditer constamment les associations de classe des prolétaires et leurs dirigeants en les traitant de renégats, traîtres, etc.; ce n'est pas ainsi qu'on y arrivera; il faut pour cela prendre patience et savoir défendre précisément les revendications immédiates des masses ouvrières, pour d'autant mieux leur divulguer combien sont illusoire les suppositions faisant croire que la satisfaction de pareilles revendi-

cations pourraient modifier radicalement leur situation matérielle et sociale.

Il faut résolument répudier toute tentative de réaliser le bouleversement socialiste autrement qu'en conquérant les associations prolétariennes de masse de l'Europe occidentale.

Il faut enfin modifier nettement les rapports qui se sont présentement créés avec ces groupements.

Nous estimons en raison du véritable état des choses que des organisations comme l'I. S. R. sont, qu'elles le veuillent ou non, des instruments de séparation entre les masses ouvrières russes et les masses communistes de l'Europe occidentale d'une part, et les masses décisives de tout le prolétariat d'autre part. Elle est un vrai obstacle, ne pouvant en fait être justifié d'aucune façon, à la formation du véritable front ouvrier unique dans chaque pays et dans le domaine international.

Voilà l'essentiel de ce qui nous sépare des dirigeants actuels du Parti dans les questions de la politique internationale.

IV. — Maintenant au sujet du camarade Lénine.

Sa perte est, il va de soi, un événement important et douloureux. Mais tout est relatif en ce monde. Nous ne perdons nullement tout espoir pour l'avenir, comme le font certains milieux de notre Parti. Nous sommes renforcés dans nos conceptions sur ce point par le fait de l'entrée en masse des ouvriers dans les rangs du Parti. Celle-ci n'a, selon nous, qu'un lien chronologique avec la mort de Lénine. Elle ne peut nullement être considérée comme une conséquence directe de cette mort. C'est la deuxième phase du mouvement qui se produit dans les masses ouvrières russes débutant en août-septembre par des grèves en masse pour améliorer leur situation désespérée. Nous voyons dans cette phase des tentatives faites par les éléments les plus actifs de la masse, tâchant de trouver dans le Parti un levier pour changer la situation matérielle pénible dans laquelle ils se trouvent jusqu'à présent, et l'obliger à adopter le point de vue des intérêts ouvriers dans sa politique et son activité de tous les jours. Nous considérons ce fait comme grandement encourageant, et pour la classe ouvrière de notre pays, et pour le Parti, et pour nous personnellement.

Ce phénomène donne une forte satisfaction à nos efforts tendant à faire de notre Parti un véritable parti d'ouvriers. Quels que soient les éléments ouvriers que ce mouvement a entraînés, nous le considérons comme un événement favorable.

Si même ce ne sont pas là les éléments les plus conscients, nous n'en sommes nullement alarmés. Au contraire, cela nous renforce bien plus fortement dans l'espoir que, justement sous la pression de ces éléments, peut-être moins conscients, mais en revanche plus nombreux, le Parti se placera plus tôt, sera obligé de se placer sur le terrain d'une politique qui le rapprocherait des intérêts ouvriers.

En effet, les intérêts immédiats de ces éléments-là sont ceux des masses ouvrières ; leur pression est plus capable d'assurer à un plus

grand degré la défense des intérêts immédiats que ne le ferait la pression des milieux les plus conscients des masses. Il est impossible que ces adhésions n'influent pas sur la politique économique du Parti. Il est par exemple bien plus facile de fermer une usine comptant 10-15 communistes sur 500 personnes que de le faire quand il y en a 150-200, même 50-100 dans la même masse. Cela suffit pour que nous puissions nous en réjouir profondément.

Seulement, bien entendu, il ne faut pas qu'on se laisse tromper par cette naïveté hypocrite, que l'on a sortie à propos de ce phénomène, en faisant sur poser que tous ces ouvriers se sont rués dans le Parti « pour apprendre le léninisme », qu'il faut immédiatement établir pour eux le plus possible « de cours, d'écoles, de conférences du Parti, etc. »

Il faut considérer un pareil accueil comme un vrai danger pouvant immédiatement rejeter du Parti, non seulement les nouveaux adhérents mais, qui sait, peut-être aussi ceux qui en faisaient déjà partie.

V. — Parlons maintenant des résultats de la discussion.

La question même du « cours nouveau » aussi bien que la discussion et son point de départ n'étaient nullement en rapport avec la mort de Lénine. Ce cours commença avant la conférence panrusse, longtemps avant qu'on pût prévoir même la mort de Lénine et la marche que prendrait la discussion.

Il est donc impossible de lier entre eux tous ces événements. Quant à votre question principale : est-il possible que tout cela n'ait rien amené ? vous y trouverez une réponse dans notre article de la *Pravda* du 18 janvier 1924. Nous y avons clairement exposé pourquoi depuis le X^e Congrès la démocratie ouvrière fut enterrée dans les tréfonds du C. C. Vous trouverez encore de plus grands éclaircissements dans le compte-rendu sténographique du rapport de Chliapnikov.

Tout cela semble si simple et si clair que c'est comme s'il n'y avait pas besoin de l'expliquer en détail.

Nous estimons que dès le X^e Congrès, la composition sociale de notre Parti était devenue à ce point hétérogène, qu'il fut bien près de se désagréger, à la suite d'une discussion violente. C'est là une première considération.

Deuxièmement : au Congrès même, et après celui-ci, le C. C. se fixa comme tâche l'unité du Parti, sans laquelle, naturellement, on aurait été menacé de la possibilité d'une nouvelle guerre civile.

Troisièmement : l'unique fraction qui pouvait dans l'avenir compter sur l'appui de la classe ouvrière était celle de « l'opposition ouvrière » ; c'est justement pour cela que tous les châtiments prévus dans les paragraphes secrets de la résolution sur « l'unité » étaient précisément dirigés contre les partisans de « l'opposition ouvrière », contre les partisans de la nécessité de protéger résolument les intérêts immédiats des masses prolétariennes de notre pays.

Quatrièmement : le C. C. pouvait-il dans de telles conditions appliquer au sein du Parti les principes de la démocratie ouvrière ? Naturelle-

ment non. Au lendemain de l'application de ces principes, il aurait eu à compter avec le groupement des éléments ouvriers du Parti autour de « l'opposition ouvrière » : cela aurait rendu absolument impossible la politique économique fixée par le C. C. au Congrès même, et qui, plus tard, prit un caractère nettement dirigé contre les intérêts de ces masses, ne serait-ce que dans la question des emprunts en or, en céréales, etc.

L'application des principes de la démocratie ouvrière n'aurait pas permis de réaliser non plus la « concentration », c'est à dire la réduction de l'économie, qui devint dès cette époque le contenu fondamental de la politique industrielle du C. C.

D'une part tout cela. De l'autre : les effectifs surtout petits-bourgeois du Parti lui-même, qui peuvent bien être des partisans actifs de la démocratie bourgeoise, mais non de la démocratie ouvrière, c'est à dire d'une démocratie qui non seulement assure à chaque membre du Parti la possibilité de prendre part activement au travail de celui-ci, mais l'oblige aussi à diriger ce travail vers les intérêts de la classe ouvrière, et le pénétrer de l'esprit des ouvriers et de leurs intérêts. Ce sont ces deux conditions fondamentales qui déterminèrent le fait que la résolution du X^e Congrès, bien qu'elle contint de sérieuses réserves aux principes de la démocratie ouvrière, demeura néanmoins inappliquée.

Demandez-vous s'il y a eu quelque modification sérieuse de ces conditions. Si oui, dans quel sens cette modification s'est produite. Vous obtiendrez alors une réponse nette à votre « serait-il possible ». Ces considérations ont frappé comme un jet d'eau glacée tous les éléments ouvriers des usines et des établissements d'enseignement supérieur qui par endroits soutenaient très énergiquement « l'opposition de septembre ». Ils éprouvent maintenant une cruelle désillusion, aussi bien à propos de la possibilité de réaliser la démocratie ouvrière avec les effectifs actuels du Parti qu'au sujet de « l'opposition de septembre ». Mais tout leur désappointement et leur amertume

ne sont que la conséquence de leurs illusions et de rien d'autre.

Il serait triste de vous laisser entraîner par des illusions du même genre pour être déçus plus tard. Nous sommes convaincus qu'il ne vous sera pas difficile maintenant, en vous fondant sur nos renseignements, de résoudre toutes les questions se rapportant à la période écoulée ainsi qu'au présent.

Là-dessus, je dois finir ma lettre.

Je me préparais à vous écrire brièvement ; en réalité c'est devenu comme vous le voyez toute une brochure ; mais tout cela vous permettait de voir plus clair dans les questions qui vous paraissaient troubles jusqu'à maintenant, je ne regretterais pas de vous avoir écrit cette lettre pendant deux jours.

Pour conclure, je vous exprime notre ardent souhait que vous entriez solidement en contact avec les nouveaux cadres ouvriers qui sans doute, dans votre région, ne manqueront point de répondre à l'événement ébranlant toute la Russie par leur entrée au Parti.

S'il restait encore quelque imprécision après ces écrits, ne laissez passer aucune occasion pratique de correspondre ; on pourra alors vous communiquer quelque chose de plus.

Salutations communistes de nous tous.

MEDVÉDIEV.

Encore une dernière demande, instante et grave.

S'il vous fallait conserver cette lettre, ne serait-ce que pendant quelque temps, faites s'il vous plait tout votre possible pour la recopier pour vous à la machine ; renvoyez-moi à tout prix l'original. Je ne l'ai pas écrite d'un coup. Cela explique peut-être une certaine négligence, amenant des corrections. Pendant que je l'écrivais, on m'a dérangé cent fois, interrompu, etc., de sorte que vous devrez corriger vous-même. Je ne puis pas recopier cette lettre. Je le répète, tâchez de me la renvoyer coûte que coûte et autant que possible à bref délai.

L'opinion d'Henriette Roland-Holst

Pendant la dernière phase aiguë de la crise du P. C. russe, au moment où les diverses cliques de soi-disant « léninistes » d'après la mort de Lénine s'acharnaient par ordre, dans leur pays respectif, sur l'opposition, Henriette Roland-Holst faisait connaître son opinion dans la Tribune, organe du P. C. hollandais. Aucun communiste honnête et conscient ne sera étonné de voir Henriette Roland-Holst, une des têtes pensantes du communisme international, collaboratrice de Lénine dans la gauche de Zimmerwald et de Kienthal, un des fondateurs de la 3^e Internationale, réprover les pratiques destructrices du bolchévisme dégénéré comme les ont réprovoquées dans tous les pays tous les ouvriers de la première heure de l'Internationale communiste.

La Tribune a publié, ces temps derniers, plusieurs articles dirigés contre l'opposition du P. C. russe. Je ne fais pas grief à la rédaction

d'avoir inséré ces articles : elle utilise simplement les matériaux que lui envoie la *Correspondance Internationale*. Cette lettre n'a pas pour but de protester contre la rédaction, mais d'attirer l'attention des camarades ne disposant que de la presse du Parti sur le fait qu'ils n'apprennent à connaître les opinions et les actions de l'opposition russe que par la façon de les représenter des dirigeants du Parti russe et de leurs partisans. Il est extrêmement improbable que cette représentation soit objective. Une direction de parti n'est jamais objective par rapport à une opposition qui la combat vivement ; elle ne saurait l'être. Et quand la lutte prend des formes très âpres comme c'est aujourd'hui le cas dans la Russie des Soviets, cette objectivité est manifestement impossible.

Il est, à mon avis, fort regrettable que le

C. C. et le B. P. du Parti russe n'offrent pas aux partis de l'I. C., l'occasion de connaître les raisons qui ont décilié les chefs de l'opposition à adopter la ligne de conduite qu'ils suivent en ce moment. C'est seulement si nous savions *par leurs propres affirmations* pourquoi tout un groupe de dirigeants s'écartent de la discipline, dans une tentative suprême de trouver un appui dans la masse des membres du Parti, que nous pourrions les condamner en connaissance de cause.

Quand nous pensons que, parmi eux, il y a des camarades comme Trotsky — qui, dans les conflits antérieurs, a toujours respecté la discipline du Parti avec une maîtrise de soi admirable — et comme Kroupskaya qui a assisté à la naissance et au développement de cette discipline et l'a pour ainsi dire vécue, nous ne pouvons simplement condamner leur conduite sans mieux connaître les faits. Nous ne pouvons faire autrement que de penser que l'opposition peut donner des

arguments importants pour justifier sa façon d'agir, si étonnante et si inusitée dans le P. C. R. Elle est évidemment d'avis que l'intérêt véritable du Parti et peut-être aussi l'avenir de la révolution russe sont en jeu en ce moment ; pour cette raison, elle se sent obligée de violer la discipline, celle-ci n'étant pas un but en soi, — le but étant l'édification du socialisme.

Peut-être les membres de l'opposition se trompent-ils, peut-être aussi leurs arguments ne sont-ils pas valables, mais la condamnation de camarades respectés et honorés, non fondée sur une meilleure connaissance de leurs arguments que celle dont nous disposons à présent, me semble une condamnation sur commande. Se taire en ce moment-ci semblerait impliquer un ralliement à cette condamnation. C'est pourquoi je sens qu'il est de mon devoir de dire ouvertement mon opinion.

16 octobre.

H. ROLAND-HOLST.

RÉSOLUTION DE L'OPPOSITION sur le Comité Anglo-Russe

A la séance plénière (plenum) du Comité Central du P. C. R. précédant la dernière Conférence du Parti, l'opposition présenta une résolution sur la politique du Parti vis-à-vis des événements d'Angleterre et du Comité syndical Anglo-Russe.

Cette résolution ne fut pas publiée. Le Parti russe et l'Internationale l'ignorent.

Les opposants furent ensuite condamnés par des gens qui ne connaissent pas un mot de leur point de vue, n'avaient rien lu de leur proposition de résolution.

C'est dans l'ordre établi en Russie depuis la mort de Lénine.

Dans l'Internationale comme dans le Parti russe, fonctionnaires et suiveurs ont voté par ordre, sans rien savoir, sans rien comprendre.

Nous constatons.

Voici le texte de cette résolution. Il permettra aux communistes honnêtes et conscients de se faire après coup une opinion, pour ou contre.

Pour notre part, nous sommes *contre*. Nous l'avons écrit dans la *Révolution prolétarienne* d'août dernier, n° 20, page 11. Nous ignorions alors la position de Racovsky et Radek qui, tout en inclinant vers les conceptions de signataires dans les questions russes, étaient en désaccord avec eux sur le problème britannique. Aucune considération personnelle, aucune solidarité de tendance ne nous a jamais incité à abandonner l'attitude critique, à renoncer à nous former une opinion marxiste soustraite aux préoccupations subalternes.

L'approbation donnée par Trotsky à cette thèse de Zinoviev ne lui confère pas la moindre valeur supplémentaire. Nous l'avons jugée profondément regrettable. Plus loin, nous donnons nos raisons.

Il est à peine besoin de rappeler que nous avons repoussé également la *thèse officielle* qui, elle, réalise le comble de l'incohérence. Telle est la dégénérescence de l'Internationale que l'erreur en permanence s'y manifeste à droite et à gauche.

Le camarade de Moscou qui nous a demandé des précisions sur notre point de vue à ce sujet les trouvera dans le commentaire, à la suite de la résolution.

Considérant l'évidence que le Conseil Général, après avoir trahi les mineurs le 12 mai par un sabotage malhonnête de la grève générale, prépare maintenant la trahison définitive de la grève des mineurs qu'il a lui-même isolée ;

qu'il s'efforce dans son œuvre perfide de gagner du temps comme s'il avait l'intention, tout au moins pour quelque temps encore, de dissimuler aux masses son œuvre de trahison en donnant un air d'existence apparente au Comité Anglo-Russe ;

que c'est précisément dans ce but que les traîtres du Conseil Général ont besoin de la séance que le Comité Anglo-Russe doit tenir à Paris,

le Plénum charge le Bureau Politique de hâter, par tous les moyens, la convocation du Comité et de ne permettre aucun retard, ne fût-ce que d'un jour, dans l'ouverture de la séance ;

de poser carrément, à la réunion de Paris, toutes les questions et de ne pas permettre aux traîtres de se dérober, de chercher des faux-fuyants et de tromper à nouveau les ouvriers ;

de déclarer, après avoir mis à jour dans toute leur nudité les desseins perfides, que nous ne pouvons ni directement, ni indirectement couvrir ou laisser faire les traîtres à la lutte des mineurs dont l'élan se déroule et d'en finir là-dessus avec le Comité Anglo-Russe ; en même temps d'intensifier, et par tous les moyens, l'œuvre de renforcement du front unique à la base, en s'appuyant avant tout sur la liaison établie avec la fédération des mineurs.

Le Plénum constate, en outre, que la majorité du Bureau Politique a mené une politique profondément

erronée envers le Comité Anglo-Russe. Le moment où les masses ouvrières d'Angleterre étaient le plus profondément opposées au Conseil Général était celui du sabotage de la grève. On aurait dû alors marcher avec les éléments les plus actifs du prolétariat et simultanément rompre avec le Conseil Général traître à la grève. Durant des dizaines d'années, les politiciens bourgeois sortis de la classe ouvrière ont périodiquement trompé les masses de la Grande-Bretagne, et soulevé l'indignation de celles-ci. Mais l'absence d'un parti réellement révolutionnaire leur permettait, après un certain laps de temps durant lequel l'indignation des masses se calmait, de recommencer leur besogne de trahison... Il fallait donc briser sans hésitation avec le Conseil Général à cause de la trahison de la grève et au moment même où les masses s'étaient rendues compte de cette trahison. On n'aurait pas dû permettre aux traîtres de se présenter, fût-ce pour une heure, comme nos "alliés". Seuls les ouvriers anglais peuvent renverser le Conseil Général actuel, mais on aurait dû les y aider par cet exemple et non pas leur créer des difficultés, ne serait-ce qu'en appuyant indirectement le Conseil Général par le maintien d'une liaison organique.

Ce serait une erreur inadmissible, confinant au crime, que de permettre plus longtemps au Conseil Général de dévier le problème par degrés et imperceptiblement de rendre nul le Comité Anglo-Russe, ou de briser avec nous sur une question secondaire quelconque relative aux statuts du Comité Anglo-Russe, etc. Tout ouvrier anglais pensant nous demanderait alors : pourquoi n'avez-vous pas rompu quand le Conseil Général trahissait la grève générale ou, plus tard, quand il trahissait par surcroît la grève des mineurs, et pourquoi rompez-vous sur telle ou telle question secondaire, après avoir liquidé la grève des mineurs ? C'est précisément dans cette direction que tendent tous les efforts du Conseil Général. Par une politique passive et d'attente, nous ne ferions que préparer le succès de cette même politique du Conseil Général qui compte sur l'enterrement imperceptible du Comité Anglo-Russe de façon à porter le moins de préjudice possible aux traîtres britanniques.

La défense du maintien du Comité Anglo-Russe par l'argument que nous ne pouvons sauter par-dessus une organisation du prolétariat historiquement surgie, n'est qu'un sophisme grossier et mène inévitablement à des conclusions opportunistes. On ne peut pas enjamber les Trade-Unions qui sont une organisation du prolétariat historiquement développée, mais le Comité Anglo-Russe n'est qu'un organe provisoire né d'une situation provisoire.

Nous avons bien agi en concluant, en son temps, ce bloc afin de le retourner contre les opportunistes, afin de pousser les leaders indécis aussi loin que possible, afin de les démasquer et de briser avec eux en cas de trahison. Ne pas rompre avec les traîtres de la grève générale signifie réellement déclarer, par notre exemple, par nos actes, aux masses ouvrières anglaises : « Injuriez vos chefs perfides, mais laissez-les aux postes qu'ils occupent, c'est à dire agissez comme nous avons l'intention d'agir à l'égard du Comité Anglo Russe. »

Tous les arguments relatifs à l'impossibilité de sauter par-dessus le Conseil Général traître peuvent et doivent être employés avec une force décuplée en faveur de l'entrée dans Amsterdam. De ce point de vue, l'existence même de l'I. S. R. peut être proclamée comme une tentative de sauter par-dessus Amsterdam. Voilà pourquoi les partisans les plus conséquents du maintien à tout prix du Comité Anglo-Russe descendent jusqu'à la défense de l'entrée des syndicats russes dans Amsterdam.

La tentative de justifier l'existence du Comité Anglo-Russe actuel en alléguant que Baldwin et Churchill sont pour sa liquidation est radicalement erronée. Baldwin lutte contre le Conseil Général comme

Hindenburg lutte contre la Social-Démocratie allemande. Mais il ne découle nullement de ces deux faits qu'il est nécessaire ou admissible de faire bloc avec Purcell ou Scheidemann.

La tactique du front unique conserve toute sa force, comme méthode de très grande portée dans la lutte pour les masses. Le principe fondamental de cette tactique est : avec les masses, toujours ; avec les indécis quand ceux-ci sont encore quelquefois les leaders des masses. Il faut se servir des chefs indécis quand la masse les pousse en avant, sans pour cela renoncer pour un instant à les critiquer. Il faut rompre avec ces chefs au moment propice, quand ils passent de l'indécision à l'opposition ou à la trahison. Il faut exploiter la rupture pour démasquer les traîtres et pour leur opposer les masses : telle est l'essence révolutionnaire de la politique du front unique. Sans cela, la lutte pour les masses menace toujours de se transformer en une disposition opportuniste en faveur de la marche naturelle des événements masquée par une critique superficielle de l'opportunisme n'engageant en rien qui que ce soit. La ligne du Bureau Politique a franchement péché, dans la question du Comité Anglo-Russe, contre cette essence révolutionnaire du front unique. Les Trade-Unions représentent l'organisation fondamentale des masses ouvrières d'Angleterre. Mais la lutte pour l'influence sur les masses organisées dans les syndicats ne doit en aucune façon nous amener à nous incliner devant les formes conservatives du trade-unionisme dans le sens d'un état d'esprit complètement opportuniste.

Plus le développement révolutionnaire ira vite en Angleterre, plus les nouvelles formes d'organisation, les shop-stewards, les Comités d'Action, s'opposeront aux anciennes formes, non à l'encontre des Trade-Unions, mais en se basant sur elles, et plus les communistes d'Angleterre devront accorder d'attention à la conception et au développement de ces nouvelles formes basées sur le mouvement des masses.

Le Plénum condamne catégoriquement toute tentative d'exploiter le léninisme, en ce qui concerne la nécessité de lutter sans répit pour les masses ouvrières dans toutes les organisations ouvrières, en vue de justifier l'attitude passive, conciliante et expectative à l'égard des leaders traîtres sous le prétexte qu'ils reflètent un niveau déterminé du développement de la classe ouvrière, qu'il n'y en a pas de meilleurs, que « la nouvelle équipe n'est pas encore prête », etc... Lénine admettait des blocs momentanés même avec des leaders opportunistes, sous la condition d'un revirement brusque et d'audacieux et d'une rupture basée sur l'action des masses quand ces chefs s'entêtent, résistent ou trahissent. La tentative de renoncer au côté actif, implacablement offensif de la doctrine léniniste, en opposition directe à l'expectative et à la passivité menchevistes, n'aurait d'autre signification que celle de vouloir châtrer l'enseignement révolutionnaire du léninisme.

Le Plénum exprime sa conviction inébranlable que les intérêts internationaux de l'U. R. S. S., le premier Etat de dictature prolétarienne au monde, coïncident pleinement avec les intérêts ouvriers de tous les pays et avec ceux des peuples opprimés. Le développement du mouvement révolutionnaire basé sur la solidarité ouvrière est, comme par le passé, la garantie fondamentale de l'inviolabilité de l'U. R. S. S. et de la possibilité pour nous de continuer le développement pacifique du socialisme.

Le Plénum dénonce énergiquement l'erreur grossière de la politique incitant à espérer que le Conseil Général actuel, avec Thomas, Macdonald et Purcell à sa tête, serait prêt ou capable de mener la lutte contre l'impérialisme et les interventions militaires. Ces leaders de compromission, qui ont si abominablement trahi leurs propres ouvriers en grève, trahiront d'autant plus inévitablement et ignominieusement le prolétariat anglais et, avec lui, l'Union Soviétique et

la cause de la paix au moment d'un danger de guerre. Ce n'est qu'en démasquant sans pitié les traitres devant les masses, en obtenant leur révocation de leurs postes par les masses qu'il sera possible d'empêcher la bourgeoisie de prendre les ouvriers au dépourvu le jour où elle tentera de provoquer la guerre.

Un rapprochement avec les ouvriers d'Angleterre réalisé en démasquant activement les leaders félons du Conseil Général peut seul donner une garantie complète contre la guerre. Les Thomas, les Macdonald, les Purcell sont tout aussi peu capables d'empêcher une offensive impérialiste que les Tseretelli, les Dan et les Kerensky le furent d'arrêter la guerre impérialiste. Ce serait un crime énorme à l'égard des peuples de l'U. R. S. S. aussi bien qu'à l'égard du prolétariat mondial que de faire naître la moindre illusion à ce sujet.

La tactique de l'I. C., élaborée dans ses grandes lignes par le Parti sous la direction de Lénine, doit rester inébranlable. La partie la plus importante de cette tactique est la suivante : 1) nécessité pour les communistes d'œuvrer même dans les syndicats les plus réactionnaires et y lutter pour la conquête des masses en toute occasion ; 2) nécessité, pour les communistes anglais, d'entrer au *Labour Party* et de résister à leur exclusion de cette organisation, vu que l'expérience des dernières cinq années a entièrement confirmé ce que Lénine avait dit, sur cette question, au 2^e Congrès mondial et dans sa *Maladie Infantile* ; 3) nécessité de lutter contre la déviation opportuniste de droite ainsi que contre la déviation ultra-gauche.

« L'anarchisme, avait écrit Lénine, est souvent une sorte de châtiement pour les péchés opportunistes du mouvement ouvrier ; ils se complètent mutuellement. » Le Plénum considère comme inadmissible la ligne de plus en plus franche de la majorité du Bureau Politique tendant à substituer à cette attitude léniniste une lutte (souvent tout à fait dénuée de base théorique) contre les ultra-gauches seulement et à masquer les dangers opportunistes de droite (Pologne, Angleterre, Allemagne). Le plus dangereux, c'est qu'on fait passer de plus en plus comme ultra-gauches tous ceux qui attirent l'attention sur le danger grossissant de la droite.

Le Plénum attire l'attention sur les modifications introduites dans les statuts de la majorité de nos syndicats par les dirigeants du Conseil central des Syndicats à l'insu du Parti et des masses organisées dans les Syndicats. Si jusqu'à la fin de l'année passée les statuts des Syndicats parlaient de leur affiliation, par l'intermédiaire du Conseil central des Syndicats, au *Conseil de l'Internationale Syndicale Rouge*, à la fin de l'année passée et au commencement de l'année courante, le terme de *Conseil International des Syndicats Rouges* est remplacé, presque dans tous les statuts, par " Association Internationale des Syndicats ". Des modifications de fond aussi exceptionnellement importantes introduites dans les statuts ne peuvent être comprises autrement que comme des préliminaires à l'entrée dans Amsterdam.

Le Plénum condamne catégoriquement ces tentatives et propose à la fraction du Conseil central des Syndicats de prendre des mesures afin qu'il soit clairement indiqué dans tous les statuts, en plein accord avec la volonté des masses ouvrières, l'affiliation de nos syndicats à l'I. S. R.

Le Plénum considère absolument inadmissible le transfert, par nombre de camarades, des discussions du Bureau Politique sur le Comité Anglo-Russe dans la presse et dans les réunions, y introduisant des mutilations grossières des points de vue de la minorité du Bureau Politique, des attaques grossières personnelles, etc.

Les membres du Bureau Politique en minorité sur cette question loin d'être résolue et non discutée au 14^e Congrès du Parti n'ont pas eu la possibilité

d'exposer leurs vues authentiques. On obtient, comme résultat, une discussion défigurée, unilatérale, empoisonnant l'atmosphère du Parti.

Des rapports ont été présentés à nos organisations à Moscou et ailleurs, des résolutions y furent adoptées dans le but d'accentuer les différences d'opinion au sein du Bureau Politique, de transférer cette discussion unilatérale dans l'I. C.

De telles façons d'agir font un tort sérieux à l'unité du Parti et sont susceptibles de causer un préjudice important à toute l'I. C.

Le Plénum rejette la proposition d'adopter la tactique du Bureau Politique, car cela signifierait :

a) Maintenir autant que possible le bloc avec les jaunes et les traitres du Conseil Général.

b) Laisser sans critique ni condamnation la déviation nettement erronée de la majorité du Bureau Polit que vers la droite.

c) Laisser sans critique ni condamnation la tendance d'affiliation à Amsterdam.

d) Laisser sans critique ni condamnation les modifications apportées aux Statuts syndicaux préparant l'affiliation à Amsterdam.

e) Frapper les membres du Parti qui ont dénoncé les erreurs ci-dessus et demandé leur correction. Une telle façon d'agir aurait inévitablement intensifié les déviations opportunistes et non seulement renforcé la position de Purcell contre les communistes mais aussi donné la prépondérance à des tendances déjà suffisamment répandues au sein du Parti communiste britannique.

ZINOVIEV, TROTSKY, KAMENEV,
PIATAKOV, KROUPSKAÏA.

Cette résolution résume, sans les modifier, des thèses de Zinoviev, dont nous avons eu connaissance en leur temps et que nous jugions « très erronées » (*R. P.* n° 20) tout en disant que « celles de l'Exécutif ne valent guère mieux ». En effet, celles-ci ne sont qu'un plagiat de celles de Zinoviev et s'en différencient essentiellement par la conclusion. Les idées générales de Trotsky sur la crise de l'Angleterre capitaliste ont été mises à contribution par les uns et les autres. Rompre ou ne pas rompre le Comité Anglo-Russe, voilà sur quoi gauche et droite se sont divisées, dans leur irrésistible propension à se contredire systématiquement, alors que les jugements des uns et des autres étaient les mêmes sur le fond.

Nous estimions peu importante la forme de cette péripétie tactique : la fin du Comité Anglo-Russe de l'époque, et disions que l'intérêt « est dans l'analyse et l'appréciation de la situation anglaise, conduisant à telle ou telle conclusion tactique ; le Comité Anglo-Russe est un moyen, « non un but, et des divergences ont toujours existé dans nos partis quant aux moyens ; en « outre ledit Comité, tel qu'il est, ne compte plus « et c'est trop l'honorer que d'en discuter comme « s'il existait... ; pour de modestes marxistes, le « Comité importe moins que son contenu, sa « valeur représentative, sa capacité d'action... »

En effet, le Comité Anglo-Russe, après la grève générale, n'était plus qu'un cadavre, — Rosmer *dixit* excellemment. Nos camarades russes ont perdu leur temps à discuter de ce cadavre. Ils ont même essayé, à trois reprises, de le ranimer : on sait le succès de ces tentatives. Nous trouvions ridicule de vouloir maintenir à tout prix ce Comité de banqueroute (thèse de la droite, des dirigeants) et absurde de trouver une grande vertu à une rupture purement formelle, existante

en fait (thèse de la gauche, de l'opposition). Le Comité est un moment de rapports ouvriers Anglo-Russes. Ce moment passé, il faut préparer des étapes futures, et non s'escrimer sur une forme de liaison évidemment dépassée. Il était impossible de maintenir un Comité sans crédit, vain de dénoncer un Comité inexistant. La question était ailleurs (1).

Ce dont les communistes ont besoin, c'est de comprendre quelque-chose à ce qui se passe en Angleterre. Or, ils n'en prennent pas le chemin. L'ignorance, la présomption, la démagogie en honneur dans l'Internationale d'aujourd'hui ne permettent pas d'étudier sérieusement les questions sérieuses. Depuis des années, *l'Exécutif ne cesse de se tromper* sur les choses britanniques ; celles-ci sont d'ailleurs parmi les plus difficiles à comprendre et à évaluer ; nous manquons de connaisseurs en la matière, du côté communiste ; raison de plus pour aborder le problème avec prudence et préparation, et ne pas le livrer à des bavards, à des incapables ou à des bureaucrates.

Lénine connaissait le sujet et l'a éclairé d'observations bien utiles ; il s'est pourtant trompé sur des points importants et cela devrait inciter à la modestie ceux qui l'invoquent à tout bout de champ. Après lui, Trotsky a fait un remarquable travail mais insuffisant, à notre avis, par excès de schématisme et de simplification. Tout cela devrait être complété, enrichi, étudié, tout cela mériterait discussion. Mais on ne discute plus, depuis la mort de Lénine, dans le mouvement communiste : on affirme, on plastronne, on insulte, on falsifie les textes, on hurle. Autrefois, quand une question anglaise se présentait, l'Exécutif consultait les camarades ayant quelque compétence, la connaissance de la langue du pays, de son histoire, de son mouvement ouvrier, etc... ; c'étaient Radek, Rosmer, trois ou quatre autres encore. Depuis 1924, n'importe quelle nullité, le premier ignorant venu se mêle de n'importe quelle question. Le résultat est connu. Il n'y a pas de quoi se vanter.

En 1924, l'Exécutif (ou plus exactement Zinoviev) envoya en France des émissaires chargés de besognes variées, entre autres de fabriquer en France une « question anglaise » et de créer à ce propos un conflit, comportant orthodoxes et hérétiques. Le besoin s'en faisait vivement sentir. Comme par hasard, il se trouva que les hérétiques furent ceux qui connaissaient la question, les orthodoxes se recrutant parmi des analphabètes incurables. Rosmer pensait que le mouvement communiste continental devait être en contact avec le prolétariat britannique par l'intermédiaire de la gauche du *Labour Party*. Les émissaires et leurs serviles suiveurs, acharnés à découvrir des « déviations », quitte à en fabriquer si besoin était, s'avisèrent que c'était là une trahison, car le « mot d'ordre » du jour était de dénoncer la gauche social-démocrate allemande, à laquelle, à n'en pas douter, correspondait la gauche du *Labour*... Et de crier haro sur Rosmer,

(1) Ledit Comité se réunira sans doute dans l'avenir et il n'est pas dit qu'il soit incapable de faire besogne utile : mais pour tous ceux qui savent discerner la réalité à travers les apparences, *il ne sera plus le même*. Les deux parties contractantes ont appris quelque chose...

identifié pour la circonstance à Purcell and Co, plus tard même traité en féal de Mac Donald. Le rédacteur du *Bulletin Communiste*, ici présent, qui connaît les choses anglaises pour les avoir étudiées assez longtemps et ne se hasarderait pas à trancher d'importance, sachant l'extrême complexité du thème, essaya d'inculquer quelques notions aux analphabètes en question ; nous leur expliquâmes que les « gauches » du *Labour* étaient, pour le plus grand nombre, des libéraux classiques, non des social-démocrates, que leur filiation les rattachait à Spencer, aux théories évolutionnistes du XIX^e siècle, non aux traditions de la 2^e Internationale à laquelle ils appartiennent grâce à l'élasticité de ses liens et à l'éclectisme de sa doctrine ; nous leur montrâmes quelques-uns des traits originaux du mouvement ouvrier anglais, les traditions, les formes religieuses, etc. qu'on ne peut négliger sans se condamner à divaguer. Peine perdue. L'Exécutif, son président, ses hommes à tout faire, proclamèrent qu'aucune collaboration n'était possible avec la gauche travailliste, avec Purcell et ses pareils.

L'Exécutif se trompait lourdement. Il devait bientôt le reconnaître en accomplissant une volte-face complète. Purcell et les autres, bientôt invités en Russie, trimballés d'une ville à l'autre, reçus triomphalement de Soviet en Soviet, élus membres honoraires de toutes sortes de choses, vantés, flattés, glorifiés, sacrés grands hommes et excellents révolutionnaires, furent considérés comme plus communistes que les communistes. (On sait notre pensée sur cette politique à courte vue, vulgaire et décevante, de mises en scène et de bluff, d'exploitation outrancière de circonstances passagèrement favorables et d'hommes momentanément poussés vers la gauche). Rosmer, qui n'en avait jamais demandé tant et ne se faisait nulle illusion sur la valeur révolutionnaire des leaders trade-unionistes de gauche, était certainement navré de se voir ainsi justifier.

L'Exécutif se trompait de nouveau lourdement. Quelques mois plus tard, il se mettait à dénoncer les grands hommes de la veille, à les traiter de traitres sur tous les tons. Tel dont les oreilles bourdonnaient encore du bruit des ovations soviétiques devenait du jour au lendemain un agent de la bourgeoisie.

L'Exécutif, une fois de plus, se trompait lourdement. Car ces hommes, n'étant pas révolutionnaires, n'ont pu trahir une révolution qu'ils n'avaient pas promise. Le traitre est celui qui manque à ses engagements : jamais Purcell et ses amis n'ont pensé à conduire une grève en révolutionnaires, c'est-à-dire au mépris de la légalité. C'est la presse communiste russe qui a raconté des blagues aux ouvriers en leur laissant entrevoir une révolution anglaise imminente, à tout le moins les préliminaires d'une révolution. Mais les trade-unionistes de gauche, comme ceux de droite, sont des libéraux, des legalistes, des parlementaires, des pacifistes, qui n'ont jamais songé à transformer une grève corporative en mouvement révolutionnaire. Les vociférations des néo-léninistes n'y changent rien.

L'Exécutif s'est donc trompé sans discontinuer. Il n'est pas vrai que la gauche *labouriste* ait été en 1924 « social-démocrate » à l'allemande ; elle n'est ni mieux, ni pire, elle est *autre chose*,

qu'il faut connaître et comprendre. Il n'est pas vrai qu'elle soit devenue en 1925 révolutionnaire et communiste, légitimant d'immenses espérances. Il n'est pas vrai qu'elle ne soit plus en 1926 qu'une bande de traîtres. Tout cela n'est que bavardage, ignorance, politique de bas étage. Les travaillistes de gauche sont politiquement de pauvres diables, pleins de bonne volonté, étrangers au marxisme, donc au communisme, désireux de servir la classe ouvrière, impuissants à le faire efficacement, naturellement incapables de se délivrer des traditions qui pèsent sur eux, de se dégager des enseignements qui les ont façonnés, et reflétant les contradictions d'une Angleterre au déclin mais dont le capitalisme a encore des moyens de durer. Dans son *Individu contre l'Etat*, Herbert Spencer montre, au premier chapitre (*Le nouveau torysme*) que « la plupart de ceux qui passent à présent pour des libéraux sont des Tories d'un nouveau type » ; on peut dire maintenant que la plupart des Anglais qui se croient socialistes sont des whigs d'une nouvelle espèce. On peut, et l'on doit les aider à se rendre utiles au prolétariat, à condition de ne pas se faire d'illusions à leur égard, et de connaître l'ardu complexe économique-politique britannique. Inutile de les porter au pinacle, inutile de les injurier grossièrement, selon les besoins mal compris du Parti communiste russe...

La thèse de Zinoviev repose entièrement sur cette affirmation : le Conseil général a trahi. C'est vraiment court, comme psychologie, comme politique, comme tactique. La thèse de l'Exécutif est identique. Les deux prennent leurs désirs révolutionnaires urgents pour des réalités, rabâchent des formules, délaient des clichés. Aucune n'apporte de contribution à la connaissance de la phase actuelle de la crise du capitalisme britannique. Après cela, quel intérêt présente la controverse sur le maintien ou la liquidation d'un Comité anglo-russe déjà inexistant ?

Que de temps perdu, que de salive et d'encre gaspillées, que de papier gâché, que d'argent jeté par les fenêtres, pour n'aboutir à rien de sérieux, pour ne réussir qu'à embrouiller des questions déjà difficiles et obscurcir un problème qui n'a livré son secret ni à Marx, ni à Engels, ni à Lénine. N'aurait-on pas mieux fait de donner à des camarades qualifiés les moyens d'étudier à fond la situation de cet Empire britannique dont nous percevons les premiers craquements, de nourrir et de mûrir un travail consciencieux dont nous aurions tous fait notre profit ? Nous voici en Avril 1927 et nous ne savons pas encore grand' chose de la grève générale et de la grève des mineurs, de leurs répercussions et conséquences. En revanche, l'Exécutif nous submerge d'illisibles barbouillages.

Il y aura encore, dans l'avenir, des comités ouvriers anglo-russes, d'autres ruptures aussi. Il s'agit de les former, ces comités, ou de les rompre dans l'intérêt général du mouvement prolétarien, non aux fins de luttes intestines du bolchevisme russe. La régression de l'impérialisme anglais ouvre de nouvelles perspectives d'action à la classe ouvrière anglaise, mais si celle-ci ne parvient pas à élaborer son programme et sa tactique dans une organisation agissante, ce ne sont pas les

thèses concurrentes de leaders russes en compétition qui le tireront d'affaire. Quant au problème de la révolution anglaise, il est dérisoire de prétendre le résoudre avec des affirmations prétentieuses, voire des injures, en guise de raisonnements.

L'Internationale communiste ne jouera, dans les événements d'Angleterre, son rôle historique qu'en renonçant aux méthodes désastreuses en vigueur depuis la mort de Lénine et consistant à paralyser la pensée critique, à sélectionner à rebours les partis communistes, à fabriquer n'importe quelle thèse selon des besoins de fractions. Une discussion honnête et hardie s'impose, à propos de l'Angleterre comme de tant d'autres questions. Si notre parti anglais est d'une telle médiocrité que tout doive lui venir de Moscou, que les Russes, au moins, s'expriment sans hypocrisie. On sait bien que Tomsy a approuvé le Conseil général des Trade-Unions, d'avoir mis un terme à la grève générale ; qu'il est partisan de dissoudre l'Internationale syndicale rouge et d'entrer dans Amsterdam ; que Staline, Rykov et d'autres inclinent généralement dans le même sens ; pourquoi dire le contraire dans les textes dits officiels ?

Il faut aussi que les dirigeants russes cessent de trancher des problèmes de la politique mondiale en se fiant à de piètres secrétaires, à de stériles bureaux, selon l'habitude prise depuis qu'ils sont plus préoccupés de conserver leurs fonctions que de gouverner intelligemment. Ils ont besoin de se remettre personnellement à l'étude des grands sujets (cela les changerait de la cuisine des luttes intérieures), notamment des destins de l'Angleterre, surtout eux qui connaissent un peu l'Allemagne, très peu la France, et pas du tout la Grande-Bretagne (la traduction russe de l'ouvrage de Max Beer sur le mouvement ouvrier anglais est récente). Espérons que l'opposition mettra ses loisirs à profit...

Il faudrait encore bien des choses, mais ce n'est déjà plus de la question anglaise qu'il s'agit, tant il est vrai que toutes les questions se tiennent. Nous devons aborder les autres en d'autres occasions. — B. S.

ÉCRIVEZ

Le rédacteur du Bulletin Communiste avait créé, en 1923, la rubrique : Opinion des militants, pour faire place aux idées, critiques, initiatives, des camarades actifs.

En 1925, ce fut la rubrique : Opinions et arguments de nos lecteurs.

Nous espérons, en 1927, sous le titre : Opinions et arguments, pouvoir publier des lettres nombreuses et variées, reflétant l'opinion de cette avant-garde qui ne désespère pas de la révolution et du communisme, fût-ce au moment des pires épreuves.

Ecrivez. Envoyez-nous votre témoignage sur la vie de vos organisations (parti et syndicats), sur la mentalité et l'orientation de vos compagnons de lutte ou de travail ; dites-nous quelles perspectives de développement vous sont suggérées par votre expérience personnelle. Critiquez-nous, si vous avez des raisons ; nous ne demandons qu'une chose : faites-le en camarades.

Naturellement, nous taïrons le nom des correspondants exposés à des représailles. On sait assez que notre discrétion est sûre.

Ecrivez. Toute l'Internationale en tirera profit.

La crise du P.C. Allemand

Le Manifeste des Sept Cents

Notre Parti frère allemand ne parvient pas à sortir du violent état de crise permanent dû à la bolchévisation. Exclusions, évictions, condamnations se suivent et se ressemblent. Tel qui était vendredi un « héros » n'est plus le dimanche qu'un « contre-révolutionnaire. » Le grand Parti de 1923 (quatre cent mille membres) est brisé. Ce ne sont que scissions, ce ne sont que défaites.

Le Parti est littéralement haché en tendances et en groupes antagoniques, dont le nombre même est difficile à évaluer et varie d'ailleurs chaque mois.

Nous établirons, quelque jour, le bilan. En attendant, pour aider le dernier carré des communistes à comprendre quelque chose à la crise communiste allemande, nous publierons quelques textes soigneusement dissimulés par les hommes à tout faire de la... bolchévisation industrialisée.

Voici le document connu en Allemagne sous l'appellation de « *Manifeste des Sept Cents* », parce qu'il était signé de sept cents noms de militants de la gauche du Parti.

Les signataires sont des députés au Reichstag et aux Landtags, des membres des municipalités, des rédacteurs de journaux communistes, des secrétaires, des trésoriers et des membres de comités locaux et régionaux du Parti, des secrétaires et des trésoriers de Syndicats, etc.

Parmi eux, de vieux militants, membres du Parti depuis 1878, 1881, 1883, 1885, etc ! Plus de trente sont entrés au Parti avant 1900. Les noms connus hors d'Allemagne sont ceux de Scholem (ex-secrétaire du Parti), Urbahns (le « héros » de Hambourg), Bartels, Weber, Grilevitch, Schimansky, Schütz, Winkler, Idwig, Krüger, Kilian, Maslowski, etc.

Il va sans dire que nous donnons ce texte à titre documentaire, sans rien modifier de notre point de vue sur la « gauche » allemande, nous réservant de commenter à loisir.

Ajoutons que presque tous les signataires de cette « déclaration sur la question russe » sont maintenant exclus du Parti.

DÉCLARATION SUR LA QUESTION RUSSE

Camarades du Parti! Les soussignés ont pris, par la présente déclaration, l'initiative d'une action solidaire avec l'opposition russe. Nous sommes fermement convaincus que la majorité des ouvriers communistes se déclareraient en faveur de l'opposition de Léninegrad si une information correcte et une discussion approfondie leur avaient permis de connaître les oppositions réelles existant dans notre parti-frère russe.

Cette discussion ne fait que commencer. Nulle soi-disant décision majoritaire prise sous l'état de siège qui règne dans le Parti ne peut ni ne pourra clore cette discussion dans le sens voulu par la majorité du Comité Central : car cette discussion porte sur les questions fondamentales de la révolution, et la révolution ne se laisse pas tromper par des « décisions majoritaires » artificiellement créées.

Camarades du Parti! Ne vous laissez pas terroriser!

Adhérez, individuellement ou par groupes locaux à cette déclaration.

Le Comité Central du P.C.A. a cru jusqu'ici que la situation au sein du P.C.A. et de l'I.C. pouvait être maîtrisée par des moyens disciplinaires. Cependant les oppositions sont devenues plus aiguës que jamais.

La presse du Parti, du reste, n'est aucunement à la disposition de l'opposition.

Il ne nous est donc pas resté d'autre moyen que déclarer ouvertement par cette déclaration, et devant le Parti tout entier, que dans cette atmosphère d'hypocrisie, d'appréhensions, d'insécurité et de désagrégation, des centaines de travailleurs responsables du Parti ont le courage de se solidariser avec l'opposition russe. Donc, ne vous laissez

pas démonter par les attaques enragées que la majorité du C. C. entreprendra certainement contre nous. Solidarisez-vous avec nous, solidarisez-vous avec l'opposition russe!

Nous ne voulons rien d'autre que la lutte implacable contre l'opportunisme et le révisionnisme, contre l'esprit liquidateur dans le P. C. A. et l'I. C.

Déclaration

A L'EXÉCUTIF DE L'I. C. AU C. C. DU P. C. A.
AU C. C. DU P. C. DE L'UNION SOVIÉTIQUE

• *Chers camarades,*

Grâce aux dernières décisions prises par le Comité central et la Commission de contrôle du P. C. de l'U. R. S. S., les controverses du 14^e Congrès du Parti russe se sont renouvelées avec une acuité inouïe chez les communistes de tous les pays.

Les nouvelles mesures disciplinaires prises contre les différents chefs de l'opposition, et qui ont conduit la section la plus importante de l'I. C. — le P. C. de l'U. R. S. S. — au bord d'une scission, doivent rendre tout camarade conscient de la lourde responsabilité qu'il porte s'il est obligé de se prononcer sur la question russe.

Deux opinions s'opposent en Russie. L'opposition de Léninegrad, qui fut déjà représentée au 14^e Congrès du Parti Russe par de vieux militants bolcheviks aussi connus que Zinoviev, Kroupskaïa, Kamenev et autres, reparait aujourd'hui, renouvelée, avec un programme que le Parti et l'I. C. ont refusé de communiquer jusqu'à ce jour.

Déjà, après le 14^e Congrès du Parti russe, la gauche allemande s'était déclarée solidaire des ouvriers de Léninegrad et avait demandé qu'on levât l'interdiction de discuter. Aujourd'hui encore, nous ne voulons laisser aucun doute sur notre accord avec le point de vue politique de l'opposition russe.

En conséquence, aujourd'hui aussi, la gauche allemande expose son opinion dans la résolution suivante qu'elle a proposée le 1-8-26 à la réunion de l'arrondissement de Berlin-Brandenburg et le 6-8-26 au Comité central du P. C. A.

RÉSOLUTION SUR LA QUESTION RUSSE

Au sujet de la crise du Parti russe remise sur le tapis par la révocation de différents chefs en vue de l'opposition, l'opposition de Wedding déclare :

Dans notre résolution du 26-1-26 sur les décisions du 14^e Congrès du Parti russe nous avons déjà exprimé notre accord avec la plateforme d'opposition de l'organisation de Léninegrad représentée à ce Congrès par les camarades Zinoviev, Kroupskaïa, etc...

Le réveil du conflit dans le parti russe confirme notre conception que les questions débattues alors ne sauraient être liquidées par la suppression mécanique de l'opposition par le C. C. staliniste mais qu'elles nécessitent au contraire, au sein du Parti russe et de l'I. C., une discussion approfondie et détaillée.

Malgré la tentative du C. C. et de l'Exécutif de l'I. C. de nier, après le 14^e Congrès, la survivance de l'opposition, la lutte contre un système qui fut consacré par le mot d'ordre de Boukharine : « Enrichissez-vous » et qui trouva dans le stalinisme son expression appropriée, se poursuit clandestinement avec la même intensité.

Dans cette lutte, l'opposition de Léninegrad se dresse contre l'affirmation de la possibilité de réaliser le socialisme *dans un seul pays* ; pour la propagande sans relâche en faveur du mouvement révolutionnaire dans les autres pays, en liaison étroite avec l'édification socialiste en Russie, jusqu'au triomphe du socialisme par la victoire de la révolution mondiale ;

Contre l'idéalisation de l'état actuel de l'industrie d'Etat en Russie, comme industrie socialiste logiquement développée ;

Pour une étude sans illusions des caractéristiques de l'industrie d'Etat en Russie, comme type socialiste conséquent, mais non pas encore purement socialiste ;

Contre l'exagération de la Nep, telle qu'elle s'est exprimée crûment par le mot d'ordre devenu proverbial : « *Enrichissez-vous* », qui, dans la pratique, a trouvé son expression dans la nouvelle législation agraire, dans l'échange des produits, dans le commerce libre, etc... ;

Pour la limitation de la Nep aux buts déterminés par Lénine ;

Contre tout relâchement de la dictature du prolétariat à l'égard de la bourgeoisie urbaine et rurale, par l'élargissement de la démocratie soviétique, etc... ;

Pour la sauvegarde et le renforcement de la position privilégiée du prolétariat industriel et des paysans pauvres dans l'état prolétarien ;

Contre l'envahissement du Parti russe par les éléments non-prolétariens ;

Pour le prompt renforcement des cadres du Parti russe par des ouvriers industriels et des paysans pauvres — ces ennemis naturels des forces offensives du capitalisme dans les villes et dans les campagnes ;

Contre la déviation du cours intérieur du parti causée par l'emploi mécanique des mesures de répression (restriction de la liberté de discussion, mesures vexatoires, etc...) ;

Pour la démocratie au sein du parti, afin que tous les camarades, sans distinction d'attitude à l'égard de la tactique du parti, collaborent au travail responsable ;

Pour la suppression de toutes les interdictions de discuter, etc...

La gauche de Wedding appuiera toute tendance qui mènera la lutte contre le stalinisme sur les bases proclamées par l'opposition au 14^e Congrès du parti russe.

L'opposition de Wedding, qui mène avec ardeur la lutte contre l'opportunisme du P. C. A. et qui se rend compte du caractère absolument nuisible de la constitution artificielle et mécanique d'une majorité par l'appareil du Parti, en appelle à tous les membres du parti russe pour changer au plus vite la ligne politique funeste et le cours intérieur du Parti, afin de conjurer le danger d'une scission.

La gauche de Wedding du P. C. A. proteste énergiquement contre le télégramme d'approbation du bureau politique du P. C. A. qui n'est, à l'égard du Plénum du C. C. comme de la totalité des membres du Parti, qu'une attaque en surprise et une mise en tutelle. Les membres du Parti doivent enfin mettre énergiquement un terme à ce désordre qui s'appuie sur leur confiance et sur leur conception de la discipline et remplacer le monopole des opinions que se réserve l'appareil du Parti par leur propre jugement prolétarien.

Les questions du Parti russe sont de la plus grande importance pour l'I. C. tout entière. Il faut, par conséquent, que le C. C. prenne enfin des mesures pour informer correctement et *objectivement* les membres et ouvre immédiatement dans le P. C. A. une discussion approfondie sur les problèmes russes (avec contre-rapport des camarades russes de l'opposition).

Nous savons que la Nep est inévitable, mais nous refusons de l'idéaliser et nous attirons l'attention sur ses graves dangers. Nous ne cachons pas les difficultés provenant des conditions particulières de lutte de classe sous ce régime qui se présentent devant le Parti Communiste. Nous insistons avec énergie sur le grand danger des koulaks dont l'existence a été confirmée par les dernières élections aux Soviets. Nous considérons qu'il est funeste de dissimuler ces dangers par des discours optimistes de la majorité staliniste et pessimistes de l'opposition. Ce n'est pas ainsi que l'on examine des problèmes fondamentaux en période de crise.

Nous sommes convaincus que la classe ouvrière russe et internationale pourra, grâce à sa force gigantesque, surmonter ces difficultés, pourvu qu'elle connaisse toute la vérité. Mais au contraire, on *démoralise* la classe ouvrière du monde entier si l'on idéalise et embellit les conditions actuelles

de la reconstitution socialiste en Russie soviétique et si l'on passe sous silence ce fait que le rythme ralenti du mouvement révolutionnaire hors de la Russie a entravé le développement du socialisme dans l'Union Soviétique.

Les décisions de la dernière session du Comité Central et de la Commission de Contrôle du Parti russe sont si graves qu'elles nous obligent à faire entendre notre voix. Déjà, le seul fait des mesures disciplinaires oblige instinctivement chaque ouvrier, communiste honnête à repousser les décisions disciplinaires du Comité Central du Parti russe. Ces décisions discréditent fortement l'I. C.

Quand le président du Présidium de l'Exécutif de l'I. C. est accusé d'être « scissionniste » au sein de la section la plus importante de l'I. C. ; quand ce même Zinoviev, qui préside l'I. C. depuis sa fondation, est dénoncé comme chef d'une fraction illégale, il faut bien que ces accusations correspondent à des faits d'une portée capitale.

Quand le président de l'I. C. et un groupe d'autres bolcheviks anciens et éprouvés sont chassés du bureau politique et du C. C. du parti le plus important de l'I. C., sous les yeux d'une bourgeoisie exultante, au milieu des cris de joie de tous les mencheviks de Russie et d'ailleurs ; quand ils sont insultés et traînés dans la boue par la presse de tous les Partis communistes, — les conséquences sont forcément sérieuses pour l'I. C.

Nous, soussignés, militants du Parti, pensons que des événements d'une telle importance historique ne peuvent pas être réglés par des méthodes formelles et des échappatoires.

Quant, au sein du parti russe, une opposition représentée par des camarades comme Zinoviev, Kroupskaïa, Kamenev, Lachevitch et autres se lève contre la ligne officielle du Parti, quand un camarade comme Trotsky se rallie à leur programme, alors que tout récemment encore il avait été âprement attaqué par le camarade Zinoviev, et que le groupe dirigé par Staline se donnait toutes les peines imaginables pour le gagner ; quand, en outre, de vieux militants expérimentés, dévoués à la révolution et éprouvés dans les batailles révolutionnaires recourent, comme on le prétend, à des méthodes conspiratives, il est indigne et funeste de vouloir liquider les problèmes politiques qu'une telle attitude suppose par l'emploi mécanique de la formule de lèse-discipline.

Alors qu'on refuse de communiquer aux P. C. ce que l'opposition de notre parti frère de Russie a à dire et que, cependant, les C. C. des sections de l'I. C., comme le C. C. du P. C. A., approuvent aveuglément les décisions du C. C. staliniste du Parti russe, nous tous, ainsi que tout ouvrier qui pense, comprenons combien il est pernicieux que les membres du Parti soient déclarés d'accord. Nous considérons comme intolérable qu'on interdise toute discussion sérieuse et pratique des problèmes russes, c'est-à-dire des problèmes fondamentaux de la révolution, et qu'on traite d'anti-bolcheviste, de traître, de social-fasciste, etc... quiconque exprime des opinions concordant plus ou moins avec les conceptions de l'opposition russe.

Nous pensons que l'atmosphère de l'I. C. est empoisonnée. *On condamne des directions politiques, des groupes et des camarades sans faire connaître leurs conceptions politiques.* On donne une fausse interprétation de leurs vues politiques, on les déforme et on se garde de rendre accessibles à tous les membres, pour qu'ils les jugent objectivement, les discours prononcés et les résolutions, articles et programmes élaborés par l'opposition.

On pratique, au contraire, une diplomatie secrète irresponsable et l'on fait usage, pour la « liquidation » des camarades qui dirigent l'opposition, des moyens et méthodes dégradantes qui, jusqu'ici, n'étaient connus de nous que comme *méthodes employées par la bureaucratie syndicale allemande* dans sa lutte contre ses ennemis mortels, les communistes.

Ces méthodes ne peuvent que ruiner l'I. C. L'importance de ces événements pour l'I. C. est évidente. Les attaques menées contre Zinoviev et les autres sont comprises par tout ouvrier pensant politiquement comme une tentative de *liquidation* de l'I. C. en tant qu'organisation révolutionnaire du prolétariat mondial. Ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie internationale, et avec elle les mencheviks et les contre-révolutionnaires russes saluent aujourd'hui comme après le 14^e Congrès du Parti russe la défaite de l'opposition russe et la victoire de Staline comme une victoire d'une tendance « nationalement circonscrite », « modérée », « raisonnable » et « réalisatrice » sur la tendance « d'agitation ».

On parle du manque de principes de l'opposition russe parce que, dans des conditions entièrement nouvelles, divers anciens groupements d'opposition se sont mis *contre* la majorité staliniste. Mais en même temps, on réalise l'union des groupements d'extrême droite au sein de l'I. C. avec des groupes pseudo-gauches qui soutiennent le C. C. actuel. *Cette méthode va avoir une influence exceptionnellement catastrophique dans le P. C. A.*

Il ne faut pas oublier que la lettre de l'Exécutif de l'I. C. d'il y a un an devait déjà « normaliser » le Parti. Ses conséquences furent *une désorganisation et un émiettement total du P. C. A. et une restauration complète de la droite.*

Le C. C. actuel du P. C. A., qui se posait comme « zinoviéviste » contre les soi-disant ultragauches, se compose en partie de gens qui, jusqu'en 1923, avaient marché sans réserve avec Brandler qu'ils trahirent en 1924 et qui marchèrent ensuite à fond avec les gauches, trahissant la direction du moment avec la même absence de scrupule à la demande de la lettre-ouverte, et qui aiment à se représenter comme des enfants égarés.

Ils lâchent maintenant, tout aussi honteusement, le camarade Zinoviev. En réalité, le travail politique du C. C. est mené par des hommes du type d'un Heinz Neuman — des gens qui, à chaque changement de situation, se trouvent du côté de la majorité toujours avantagement.

Et ces gens-là osent parler du manque de principes ! *Nous ne pouvons rester muets devant de tels faits. Nous exigeons que la discussion prenne un sens politique.*

Nous demandons la *publication immédiate du compte rendu sténographique* de la dernière session du Comité central et de la Commission de contrôle du Parti russe ainsi que du 14^e Congrès.

Nous savons très bien que des camarades d'opposition y ont parlé, qu'ils ont présenté des résolutions et des propositions. Nous ne voulons pas nous laisser bourrer le crâne avec des contes de fées sur l'opposition, nous voulons savoir ce que ces camarades ont dit. Par conséquent : **PUBLIEZ TOUS LES ARTICLES, RESOLUTIONS, PLATE-FORMES, etc., ELABORES PAR L'OPPOSITION.**

Nous *exigeons* que le monopole des comptes rendus unilatéraux que le C. C. s'est octroyé lui soit retiré.

Nous *exigeons* que la discussion, aussi large que possible, soit ouverte.

La discussion doit avoir lieu avec rapporteur et co-rapporteur, non seulement dans les cellules, petites ou grandes, qui sont inondées d'envoyés rapporteurs du C. C. et où des fonctionnaires du Parti fabriquent une majorité, mais aussi dans les *grandes conférences et assemblées de membres du Parti*. Aux conférences les plus importantes devront être admis des *représentants de l'opposition russe* à titre de co-rapporteurs.

Nous pensons, en outre, qu'une discussion sur les questions en controverse ne peut plus être longtemps étouffée dans le Parti russe. Si des camarades comme Boukharine veulent prétexter de la difficulté de la situation extérieure de l'U. R. S. S. pour interdire toute discussion, il nous sera permis de rappeler qu'en 1917-18, au milieu de la guerre impérialiste et de la guerre civile, ce même Boukharine, à l'occasion des pourparlers de Brest-Litovsk, *avait monté une fraction contre Lénine, avait publié un organe fractionnel et avait menacé « l'opportuniste » Lénine d'une scission.*

Nous demandons aussi l'annulation des mesures disciplinaires prises contre Zinoviev, Lachevitch et autres dans le Parti russe.

Pour la classe ouvrière allemande, Zinoviev est l'homme de Halle. Sa révocation sera comprise comme un désaveu implicite de Halle.

Nous demandons, en outre, l'annulation de toutes les mesures disciplinaires et exclusions prononcées pour causes politiques contre d'honnêtes camarades révolutionnaires du P. C. A.

Nous nous déclarons énergiquement en faveur d'un changement fondamental et réel de la politique du Parti.

Nous demandons une démocratie véritable au sein de l'I. C., du Parti russe et du P. C. A.

Nous repoussons catégoriquement toute *révision du leninisme.*

REVENONS A LENINE ! AU LENINISME VRAI, AUTHENTIQUE, NON FALSIFIÉ ! TEL DOIT ETRE LE MOT D'ORDRE DE LA DISCUSSION.

Saluts communistes.

Suivent sept cents signatures de militants responsables du Parti et des Syndicats, avec l'indication de la date de leur entrée au Parti et de leur fonction communiste ou syndicale.

Une lettre d'Eastman

Nous avons reçu de Max Eastman, lors des polémiques soulevées aux Etats-Unis par la révélation du « testament » de Lénine, une lettre que nous tenons à publier, quelque retard que nous aient imposé les circonstances, comme document indispensable aux archives de notre crise.

Pour les nouveaux communistes qui ignorent tout de l'histoire de notre mouvement, rappelons que Max Eastman, fondateur des *Masses* et du *Liberator* de New-York pendant la guerre, a été le premier écrivain révolutionnaire d'Amérique qui ait pris parti pour le bolchévisme, dont il s'est fait le défenseur intelligent et ardent à une heure où il y avait du danger et du mérite à s'affirmer partisan de Lénine.

Son livre : *Depuis la mort de Lénine* peut prêter à controverse quant à l'analyse des faits ; mais, pour ce qui est des faits eux-mêmes, il est au-dessus de toute contestation. Ceux qui voudront étudier la crise du bolchévisme ne pourront se passer de recourir au livre d'Eastman, alors que les grossièretés des détracteurs de celui-ci ont déjà disparu dans un oubli méprisant.

Voici la lettre en question :

Au Directeur du Bulletin Communiste.

Cher camarade,

Veillez m'accorder un peu de place dans vos colonnes pour dire à mes amis politiques en France que l'argent payé par le New-York Times, le New-York Herald, etc., pour mon article citant le « testament » de Lénine n'a pas été conservé par moi, mais consacré par des communistes connus à des publications révolutionnaires.

Depuis trois ans, une honnête opposition marxiste au régime bureaucratique prévalant dans l'Internationale — opposition comptant des centaines et des milliers de camarades et comprenant quelques uns des meilleurs cerveaux du mouvement — n'a pas la possibilité de s'exprimer dans la Pravda, la Rote Falne, l'Humanité, le Workers Weekly, le Daily Worker, ou tout autre journal communiste. En même temps que ces journaux ont dénoncé l'opposition sans retenue ni scrupule d'honnêteté.

Quand cet état de choses aura été réformé, nous n'aurons pas à recourir à la presse bourgeoise pour informer des faits élémentaires ceux qui ont le droit de les connaître, les ouvriers.

Salutations communistes,

MAX EASTMAN.

16 novembre 1926.

Nous approuvons pleinement le camarade Eastman d'avoir dit la vérité et publié un document authentique par le seul moyen dont il disposait. A supposer que ce moyen présentât des inconvénients, ce n'est pas à Eastman qu'en incomberait la responsabilité mais au Bureau politique du P. C. russe, coupable d'étouffer toute expression révolutionnaire non officielle, et à ceux qui le tolèrent.

En l'occurrence, il n'y avait d'ailleurs pas d'inconvénient à rendre public un texte dont le contenu approximatif était déjà connu. Et l'on ne voit que des avantages à éliminer les versions erronées en produisant un document incontesté.

Quand un communiste se voit refuser arbitrairement toute possibilité d'expression dans la presse de son Parti, il a le droit et le devoir de recourir à d'autres tribunes pour se faire entendre du prolétariat, pourvu que son opinion n'en soit pas altérée. Dans d'autres circonstances, Marx, Engels, Lénine, Trotsky et combien d'autres ont écrit dans des journaux non communistes et ont bien servi notre cause.

Ajoutons, à titre d'accusé de réception public, que le *Bulletin Communiste* reparait grâce à Max Eastman qui nous a versé une grande partie des honoraires payés pour le fameux article. On ne peut l'ignorer à Moscou,

DANS L'INTERNATIONALE

Le P.C. Français vu de Moscou

Un camarade russe bien informé des choses de l'Exécutif envoie de temps en temps à l'un de nos amis d'intéressants aperçus révélant quelque peu les « états d'âme » des dirigeants de l'Internationale. « Etat d'âme » (nastroenie) est bien le mot convenant à ces impressions changeantes, imprécises et superficielles de gens qui ont sacrifié les intérêts profonds de l'Internationale à leurs profits de tendance passagers et ne savent aujourd'hui comment réparer le mal qu'ils ont fait. N'ayant aucune idée nette sur la nature de la crise qui ronge l'Internationale et ses sections, n'osant pas reconnaître leurs responsabilités, incapables de regarder en face la situation telle qu'elle est, et, par suite, d'entrevoir des perspectives d'avenir, ils ne peuvent songer qu'à des palliatifs et ne savent concevoir aucun remède véritable.

Voici quelques extraits de ces lettres. Nous n'en tirons que des passages dont l'adversaire bourgeois ne puisse tirer parti. Quant à ce qui concerne l'intimité de la direction du Parti russe, on sait assez que nous ne sommes pas de ceux qui « débattent ». Ce que nous ne saurions admettre, ce sont les secrets de Polichinelle. Il est ridicule de cacher aux ouvriers communistes ce que la bourgeoisie informée sait déjà. Mais nous n'avons jamais rien dit, et ne dirons jamais rien, des secrets réels du Parti.

Il va de soi que nous publions ces notes à titre d'information seulement. Le lecteur réfléchi en fera son profit, libre d'en prendre et d'en laisser. Il y a des critiques pour tout le monde ; toutes ne sont pas justifiées, ce qui n'a rien d'étonnant vu l'éloignement de ce correspondant et l'insuffisance générale de renseignements ; mais c'est un vrai camarade qui parle et il a le droit de dire son mot. Quant aux informations de fait, elles sont d'un notateur scrupuleux et bien placé.

« Moscou, décembre.

« ...Au lieu de la réintégration de Souvarine, dont on parlait tant cet été, il y a donc exclusion « définitive ». Formule insensée : de même qu'il n'y a pas d'adhésion « définitive », il ne peut y avoir d'exclusion « définitive », à moins que l'exclu ne la rende lui-même telle par son attitude.

« Brandler et Thalheimer sont exonérés de leur peine. Si Souvarine s'était tu encore quelques mois, s'il n'avait pas repris sa collaboration à la *R. P.*, au moins s'il n'avait pas publié les articles parus en octobre et novembre, il serait aujourd'hui parmi les amnistiés. Vous vous rappelez que la déclaration du C. C. russe, de même que celle de l'opposition, du 16 octobre, établissaient une nette distinction entre Souvarine et le groupe Ruth Fischer, en faveur de Souvarine. Sans les deux articles de la *R. P.*, les choses auraient pris une autre tournure. (1)

« Je ne suis pas de ceux qui considèrent le travail de Souvarine et de la *R. P.* comme

contre-révolutionnaire (!) ou anti-communiste (!). Je pense cependant que les deux derniers articles, surtout celui de novembre, auraient pu présenter les choses autrement. Il ne s'agit pas, pour nous, de bourrer les crânes, mais on peut présenter ces questions sous l'angle des immenses difficultés que le prolétariat rencontre dans sa lutte pour le socialisme.

« Mais, mes reproches les plus sérieux concernent la tactique employée. Si l'on n'est pas d'accord avec la politique officielle du P. C. R., les meilleurs articles ne réussiront pas à y changer quoi que ce soit. Pour que la parole de quelqu'un compte, celui qui parle doit pouvoir s'appuyer sur une organisation solide, doit avoir des masses derrière soi...

« Vous pourriez objecter que l'hostilité des dirigeants actuels du Parti français à l'égard de Souvarine est telle que la délégation française à l'Exécutif aurait tout fait pour déjouer la réintégration. L'hostilité de la délégation allemande à l'égard de Brandler et Thalheimer n'était pas moindre. C'est la pression des Russes qui a imposé l'amnistie.

« Les dirigeants de mon parti, qui sont ceux de l'I. C., ne l'oubliez pas, cherchent en France quelqu'un capable de monter une opposition solide, consistante, contre la direction actuelle du P. C. français, laquelle est en conflit permanent avec l'Exécutif (excellent résultat de la bolchévisation !). Tout le monde ici se rend aujourd'hui compte que les dirigeants du Parti français sont des imbéciles, des incapables, des phraseurs. On veut les remplacer, de même qu'on désire écarter peu à peu ceux du Parti allemand. Il y a une seule différence : en Allemagne, une équipe de rechange se forme ; en France, l'Exécutif cherche vainement le centre autour duquel pourrait se cristalliser l'opposition. On tolère des idiots à la tête parce que les hommes capables se sont mis, pour l'instant, sur une position impossible.

« ...Mais le désarroi où le P. C. français se jette créera des possibilités de guérison. Il dépendra des camarades exclus d'être parmi les sauveurs ou non. »

« Moscou, janvier.

« ...En pleine déconfiture du mouvement français, vous êtes fatalement porté à des exagérations. Je puis m'imaginer votre état d'esprit : dans la *R. P.* de décembre, j'ai lu la motion signée par Lorient et Marthe Bigot. J'en fus consterné : le mouvement syndical est le pôle perpétuel du mouvement ouvrier, les partis sont des formations éphémères... C'est du syndicalisme pur. Je comprendrais qu'ils écrivent : le P. C. français d'aujourd'hui est une écurie, voilà pourquoi nous ne nous inclinons pas. Une telle argumentation serait plus que compréhensible. Il

(1) Ce n'est nullement l'avis de Souvarine qui, au surplus, ne regrettera jamais d'avoir dit la vérité. Mais tout cela a son intérêt. — N. d. l. R.

faut vraiment que la situation chez vous soit sans issue, accablante au plus haut point pour que Lorient se soit laissé entraîner à de telles déclarations.

« Quand je vous écrivais, après le dernier Exécutif élargi, on pouvait envisager un instant la possibilité d'un assainissement du P. C. français par voie intérieure, c'est-à-dire par la réintégration de Rosmer, de quelques autres d'abord, puis des camarades plus « compromis » (*sic*). On est en effet désireux ici de trouver quelqu'un en France pour créer un saine courant d'opposition (Je parle, bien entendu, des dirigeants de l'I. C., non de mes amis de l'opposition). On ne se méprend pas sur la « valeur » de l'équipe actuelle de direction. Les Russes ont fait tout leur possible pour imposer aux Allemands, qui se sont défendus comme des diables, le retour des deux anciens chefs, mais ils n'ont pu l'obtenir. Si Souvarine avait gardé le silence, ou s'il s'était consacré aux affaires françaises, ou sa critique aurait été identique à celle de l'Exécutif, il serait déjà revenu. Si Rosmer n'avait pas écrit dans le n° de décembre, sa réintégration serait sur le point de s'accomplir. On avait, ici, l'intention *sérieuse* de le réintégrer, c'est sur lui que l'on comptait pour rassembler les forces d'opposition. Lorient, en signant sa résolution, s'est également rendu impossible pour le moment.

(Suit un passage sur le P. C. russe, non publiable).

« ...Laissons maintenant de côté mon Parti, aux conditions si particulières. En ce qui concerne le Parti allemand, sa guérison se fera sûrement au sein même du Parti, à en juger par le dernier Exécutif. Pour le Parti français, après une possibilité éphémère analogue, déjà disparue, il faut envisager une autre solution : à mon avis, sa guérison ne peut plus venir de l'intérieur, ou seulement de l'intérieur du Parti.

« ...Vous m'avez demandé ce que devient Clara Zetkin. Comme elle ne fréquente pour ainsi dire pas de Russes, je ne suis guère renseigné. Mais d'après ce que j'ai pu apprendre et comprendre, elle a été guidée, durant la dernière crise, par sa haine de Ruth Fischer et de Zinoviev, qui l'avaient précédemment éliminée. Maintenant, elle ne compte plus. »

« Moscou, février.

« ...Plus les événements suivent leur cours, plus je vois que les espoirs que j'attachais à certains traits de la situation étaient illusoire. J'ai causé l'autre jour avec X..., que je n'avais pas vu depuis longtemps et qui a conservé de bons sentiments à mon égard. Nous avons parlé un peu du Comintern. Il voit bien ce qu'il a fait et ce qu'on a fait en France et voudrait bien réparer les fautes commises. Mais comment ?

« Staline et Boukharine se rendent bien compte que Doriot est parti en Orient pour se soustraire aux conséquences d'une situation qu'il a lui-même tant contribué à créer, pour être absent pendant la prochaine crise du P. C. français prévue ici, pour avoir la possibilité de faire sa réapparition au moment où la situation réclamera une nouvelle équipe dirigeante. Ce Doriot avait d'abord demandé à rester à Moscou ; devant un refus, il a trouvé expédient de filer au

loin. Tout en le traitant de « déserteur », on l'a laissé partir.

« Boukharine va une fois par semaine au Comintern. Il expédie les affaires courantes et laisse aller les choses... Quand on lui parle de la chute du P. C. français, il répond : Que voulez-vous que je fasse ? Nous avons une crise dans les Partis d'Allemagne, de Pologne, etc. Est-ce le moment d'en avoir une en France ? Elle viendra bien toute seule... Ainsi, on ne fait rien. L'I. C. est sans direction effective.

« Chez nous, au Bureau politique, les nouveaux antagonismes dont je vous ai déjà parlé subsistent et dureront. Staline et ses trois suivants sont à quatre contre les quatre autres : Rykov, Kalinine, Tomsy et Boukharine, mais ces quatre-ci ne sont pas d'accord entre eux, les deux premiers évoluant de plus en plus à droite. Attendez-vous, en Occident, à de nouvelles mesures contre tous ceux qui ne seront pas orthodoxes dernier cri... Mais on ignore encore quelle sera la « ligne léniniste » et quelle sera la « déviation ».

« Je viens de lire la déclaration de votre « opposition légale » française. C'est faible, bien faible. Pas d'idée politique, pas de ligne de conduite. Ce n'est qu'un modeste commencement ».

Voici maintenant un extrait d'une autre lettre, adressée, celle-ci, à Souvarine. Elle confirme plusieurs renseignements donnés plus haut et en ajoute quelques autres. Elle confirme surtout, hélas, ce que nous savions déjà sur la dégénérescence du soi-disant « sommet » de l'I. C.

« Moscou, février.

« ...Il y avait longtemps que je n'avais remis les pieds dans le milieu du Comintern. Quel changement depuis 1921. Alors, il y avait bien des choses déplorables, mais elles étaient dues à l'improvisation, au trouble de l'époque, à l'expérience d'un personnel recruté hâtivement. Actuellement, c'est une atmosphère de corruption générale. Comme tout cela a marché vite. J'aime mieux mon travail de parti et mon nouveau milieu, malgré le peu de résultats visibles de l'effort.

« Il m'est difficile de vous raconter quelque chose de suivi sur ce qui se passe au Comintern car il m'a été difficile de me rendre exactement compte de choses dont je suis depuis si longtemps éloigné et surtout de gens que je ne connais pas personnellement. Tous ces Doriot, Monmousseau, Thaelman et C^{ie} sont nouveaux dans l'I. C. et ce que l'on dit d'eux à Moscou ne me fait pas regretter d'avoir quitté le travail de l'Exécutif avant leur arrivée.

« De Doriot, on parle couramment comme d'un « futur chef fasciste » (*sic!*) et on le traite avec le plus grand mépris. Sur Monmousseau, on répète le mot de Tomsy : « Il est contre l'unité syndicale parce qu'il tient à ses quinze cents francs ». Le plus curieux, c'est que Doriot est parti en Chine comme un homme qui fuit ses responsabilités en France (on l'appelle ici « fuyard », « déserteur », etc.) et que vos journaux du boulevard vont s'imaginer qu'il est chargé d'une grande mission. Au fond, il a profité des circonstances pour s'offrir un voyage, comme vous dites en France : aux frais de la

princesse, et dans l'espoir que les batailles intérieures du Comité Central français se régleront en son absence.

« Ce qui est sûr, c'est que tous les dirigeants du P. C. français sont ici un objet de dérision. On les garde parce qu'on n'a personne. Le Parti allemand n'est pas mieux partagé. Mais peut-être savez-vous tout cela mieux que moi. J'ai cru comprendre que le représentant français à l'Exécutif lutte sournoisement contre le secrétaire pour les pays latins. Celui-ci a fait contre la Direction du Parti français un rapport qui est un véritable réquisitoire. De leur côté, les dirigeants français veulent se débarrasser de lui et demandent son élimination. Voilà l'unanimité cent pour cent.

« Dans le P. C. français, il y a, me dit-on, une gauche (?) qui a fait un rapport accablant contre la Direction. Elle aurait envoyé, comme pièces à conviction, des affiches électorales témoignant d'une véritable liquidation du communisme dans les campagnes du P. C. français. Evidemment, pour gagner des voix, ces gens sont prêts à tout.

« La « gauche » en question s'appuie, dit-on, sur les cellules-fortresses (1) Renault et Farman. Est-ce vrai ? Vous êtes mieux à même de juger. Elle fait un travail souterrain assez adroit (ce n'est pas moi qui parle, je répète ce qu'on raconte ici), envoie des rapports et des émissaires à droite et à gauche, use la direction petit à petit. Je ne suis plus très au courant mais j'ai l'impression que tous ces gens-là se valent. Par « gauche », on entend probablement les hommes de Zinoviev qui ont gardé, en France comme ailleurs, pas mal de postes, de fonctions, de relations, et qui peuvent encore agir négativement.

« Une chose est sûre, c'est que Manouïlsky et Humbert-Droz sont dégoûtés de la direction du Parti français et cherchent un moyen de la changer. Il est question de mettre Crémet au Secrétariat général. Quant à l'*Humanité*, on est unanime à mépriser son ton irresponsable, ses jeux de mots boulevardiers de la plus mauvaise sorte, son éloignement du marxisme, et aussi, ne souriez pas, sa servilité envers les dirigeants d'ici quels qu'ils soient.

« Le Parti allemand n'est pas mieux considéré que le français. Il faut entendre parler de Thaelman... Il paraît que c'est un ivrogne et que, d'autre part, il est discrédité par toutes sortes d'histoires. On ne voit pas la fin de la crise allemande.

« Les social-démocrates ont encore de beaux jours devant eux, avec tous nos conflits épuisants. Et l'on ne voit pas d'issue, à moins d'une grande secousse qui ranimerait l'énergie ouvrière... ».

Voilà donc comment des « communistes moyens », sans parti-pris, se représentent, à Moscou, les choses et les gens de l'Internationale. Le plus triste, c'est que, sauf de petites erreurs de détail, tout le fond n'est que trop vrai. Nous parlons, bien entendu, des faits. Quant à l'appréciation, chacun est libre de former la sienne.

(1) Tout est relatif ici-bas. Quand une cellule compte en moyenne quinze présents, dont le tiers de « rattachés », elle prend l'allure d'une « forteresse... » — N. d. l. R.

Encore de l'argent

La bureaucratie parasite du Parti communiste est insatiable. Toutes les occasions lui sont bonnes pour faire appel aux souscriptions de ces travailleurs qu'elle traite avec un mépris d'autant plus grand qu'ils se laissent plus docilement bernier.

Depuis 1924, les maîtres du Parti ont disposé de ressources immenses, comme aucun parti révolutionnaire n'en disposa jamais. Qu'en ont-ils fait ?

Trois ans ont passé sans qu'ils daignent rendre de comptes. Jamais un rapport financier. Les ouvriers ne sont bons qu'à payer. On ne leur demande pas leur avis, mais leur argent. Celui qui, après avoir cotisé, souscrit, payé ses abonnements, pris ses timbres de solidarité, après avoir re-cotisé, re-souscrit, re-payé, etc., se permet de formuler timidement une opinion n'est qu'un trotskiste, un contre-révolutionnaire.

Où va l'argent ?

Combien le Parti compte-t-il de militants, de fonctionnaires, d'employés appointés ?

Quelles sommes sont consacrées réellement à la propagande, quelles sommes aux budgétivores qui discréditent le communisme ?

Les communistes conscients, qui se posent ces questions, ne donneront plus un sou aux voraces de la bureaucratie « léniniste » tant qu'elles resteront sans réponse.

Quant aux procédés de charlatans de foire employés pour faire sortir l'argent des poches, ils donnent spontanément des nausées. Inutile d'y insister. Mais une simple observation s'impose, à titre d'exemple.

Après le battage des deux premiers jours, (à épinglez le : *Des munitions pour l'assaut !* il s'agit évidemment de l'assaut des zincs de cafés), l'*Humanité* du 14 mai déclare :

« Déjà, au premier appel du Parti, les travailleurs répondent avec le même élan qu'en novembre. En deux jours, plus de 5.000 francs ont été souscrits.

« C'est un début prometteur. Mais il ne faut pas qu'on s'en tienne là. »

Or, sur les 5.113 fr. 30 de souscriptions publiées par l'*Huma* des 12, 13 et 14 mai, un simple coup d'œil et un calcul élémentaire révèlent que :

la 1^{re} liste, de 1.950 fr., est faite de souscriptions de fonctionnaires et employés du Parti ;

la 2^e liste, de 2.125 fr. 30, comprend celles des employés de l'*Huma* et des conseillers municipaux, pour environ 1.700 fr., et 400 fr seulement versés par le public ;

la 3^e liste, de 1.038 fr., comprend 400 fr. du groupe parlementaire et 638 fr. du public ;

les « travailleurs » ont donc souscrit environ 1.000 fr. et non 5.000 ; les 4.000 autres sont des retenues sur les salaires des fonctionnaires du Parti, par décision d'en haut.

L'*Huma* s'est donc permis de multiplier par 5 (seulement !) le nombre réel.

A en juger par le cynisme et la désinvolture dont elle fait preuve dans un cas comme celui-ci, où ses propres chiffres la confondent, on imagine ce qu'elle ose se permettre dans les cas où ses assertions sont invérifiables.

Et tout cela pour aboutir à quoi ?

Ville Sinistre

Nous reproduisons ici un article de notre camarade Sémachko, Commissaire du Peuple à la Santé publique, paru dans les Ivestia du 19 août dernier.

Sans commentaires.

Nous prions seulement les communistes français de comparer ce tableau véridique aux récits paradisiaques de l'Humanité.

A noter que Sébastopol n'est pas une ville perdue dans les lointains sibériens. Elle est au contraire située sur une des routes les plus fréquentées, celle qui conduit aux stations balnéaires de Crimée. Des milliers de hauts fonctionnaires soviétiques y passent chaque année.

Cela donne une idée de ce qui se passe ailleurs.

Nous avons appris en géographie que Sébastopol est un mot grec signifiant « ville auguste ».

Il faudra pourtant se résigner à en changer la traduction et appeler Sébastopol « ville sinistre ».

J'y suis arrivé un dimanche soir. J'ai rencontré, aussitôt mon entrée dans la ville, trois matelots, fusils sur l'épaule, habillés en blouses d'une blancheur de neige éclatante et en pantalons à larges bords, propres et élégants. « *Les matelots protègent cette ville* » me dit, avec fierté, un Criméen qui avait fait le voyage avec moi. Les rues de cette ville, vraiment auguste, étincelante grâce à la blancheur des maisons et au bleu foncé de la mer, étaient bondées de monde, comme on n'en voit jamais à aucun point chez nous à Moscou. Il n'y avait pas moyen de se frayer un passage. Deux tiers au moins des promeneurs étaient des malades envoyés aux stations balnéaires.

Mais, dans cette rue où je me trouvais, sous l'œil même de tous les promeneurs, se tenait au milieu de la rue un groupe de 7 ou 8 enfants abandonnés. Ils étaient, comme d'habitude, à demi-nus, leurs longs cheveux empétrés brûlés par le soleil du midi et saturés de la poussière de Sébastopol. Ils couraient en groupes le long de la rue pour « tenir contact ». De temps en temps, un ordre était crié dans la rue : « Eh, les gars, par ici ! » Dans les autres quartiers de la ville, de pareilles « troupes » se rencontraient aussi.

Personne ne faisait la moindre attention à ces bandes — comme si c'était chose ordinaire à Sébastopol. Ils se faufilaient dans la foule et y opéraient en pleine liberté. Tout à coup, un passant habillé d'un complet tout blanc se tâte les poches, se retourne et se met à la poursuite de l'abandonné qui vient de le « nettoyer ». Le gamin disparaît en riant dans la foule. La victime, agitant tristement les mains, continue son chemin.

Un milicien — le seul de service au centre de la ville — s'approche du groupe des enfants abandonnés, heureux de l'aubaine. Il leur dit quelque chose ; ils l'entourent familièrement et, riant et se moquant de lui, traversent la rue et s'en vont opérer ailleurs.

Une heure de la nuit. J'observe la rue du

haut du balcon de l'hôtel, tout près de notre Institut Setchenov, probablement la seule institution de ce genre dans toute l'Europe. Dix mille malades, souffrant de maladies nerveuses, viennent ici chaque année chercher une guérison.

Les malades nerveux ! Ce sont les créatures les plus malheureuses à Sébastopol. Le fracas du tramway boiteux, les cris stridents des rues sont capables de ruiner le système nerveux non seulement de malades.

Les cris continuent à cette heure tardive. Les enfants abandonnés opèrent ouvertement, cyniquement, avec impunité, imprudence et gouaillerie. Voici deux fillettes s'arrêtant près d'un magasin tout brillant, entouré de glaces ; l'une d'elles a 12 ou 13 ans, l'autre en a 14 ou 15. La plus jeune s'accoude à la vitrine et se regarde tristement dans la glace. Arrive un « cavalier » de 16 ou 17 ans. Il fait toutes sortes de gestes indécents devant les fillettes, puis les saisit. Il était clair que c'étaient des prostituées de 12 ou 13 ans. Et, comme toujours, des gens passaient et regardaient comme si c'était dans l'ordre des choses. On ne voyait pas un seul matelot en blouse éclatante ou en pantalons à larges bords.

Deux heures du matin. Les rues se vident. Avec des cris et des bâillements bruyants, déchirant l'air de leurs grossièretés criardes, se traîne un groupe d'apaches. Ils sont huit. Ils s'attaquent aux passants qui s'éloignent hâtivement et traversent la rue ; l'un accroche un passant quelconque, de l'aspect d'un ouvrier, pour le battre. La victime échappe de ses mains et se sauve à toutes jambes. Le bandit court après lui. Les autres crient : « *Laisse donc, Sachka, ce n'est pas intéressant* ». Mais le bandit attrappe enfin le fuyard qui balbutie de peur : « *Pourquoi me bats-tu ? Pourquoi ?* » On ne voit nulle part les matelots aux blouses splendides et en pantalons élégants à larges bords. L'unique milicien, fatigué, a disparu lui aussi...

Je me suis couché à trois heures du matin. Et des rues s'élevaient de temps en temps les cris : « *Sauvez-moi !* » « *Au Secours !* » Et aucune réponse à ces voix clamant, non dans le désert, mais dans la « ville auguste ».

Y a-t-il une autorité quelconque à Sébastopol ? Y connaît-on quelque chose, sinon de la légalité révolutionnaire, du moins de l'ordre révolutionnaire le plus élémentaire ? Serait-ce vraiment impossible d'aider Sébastopol à se libérer de quelques dizaines d'enfants abandonnés qui démoralisent toute la vie, souillant d'une tache noire cette ville admirable ? Les matelots ne peuvent-ils pas protéger la ville non pour la forme et la parade, mais effectivement ? Est-ce qu'il est vraiment impossible de mater les apaches ?

Sébastopol doit cesser d'être une ville sinistre. Les malades doivent y trouver la tranquillité dont ils ont besoin. Sébastopol doit devenir la « ville auguste » des Soviets.

Sébastopol

N. SÉMACHKO.

Actes et Paroles

Chronologie

Tout le monde croyait que la Révolution chinoise avait commencé en 1911. La « bolchévisation » a changé tout cela.

Voici ce qu'on pouvait lire dans l'*Humanité* du 19 mars :

« 1914 a valu au monde la révolution russe, la révolution chinoise et d'inquiétantes lézardes dans l'édifice de l'Empire. »

Le « léninisme » se rit des faits, des dates. L'exactitude est un préjugé petit-bourgeois. Et puis, comment admettre que la révolution ait eu lieu en Chine sans ordre de Lénine, sans circulaire de l'agit-prop ?

Les bourgeois veulent absolument que le mouvement national chinois soit l'œuvre du bolchévisme. Les faux communistes sont du même avis.

Les uns et les autres extravagant.

Dawesisation ...

Un des postulats les plus ridicules, prétentieux et vains de la « bolchévisation » inaugurée en 1924 était l'impossibilité d'exécuter le plan Dawes, lequel devait, entre autres, anéantir l'économie allemande, aggraver encore (après 1923 !) la situation matérielle du prolétariat allemand, réduire à la misère par contre-coup le prolétariat et les classes moyennes en France, enfin créer à bref délai une nouvelle situation révolutionnaire... Il subsiste, de ces âneries, une vaste « littérature », dont le néologisme « dawesisation » n'est pas l'une des moindres beautés.

Nous voici dans la 3^e année d'application du plan. On sait où en sont l'économie allemande, les prolétariats d'Allemagne et de France, les perspectives révolutionnaires et... les prophéties dites « léninistes ».

Le dernier communiqué officiel annonce (*Temps* du 9 mai) :

« L'exécution du plan Dawes se poursuit d'une façon parfaite. Les recettes des 8 premiers mois de la 3^e année d'application du plan (1^{er} septembre 1926-31 août 1927) se sont élevées à 874 millions 1/2 de marks-or, soit environ 215 millions de dollars et au cours actuel du change 5.680 millions de francs. »

Qu'on n'espère pas nos défaillances de mémoire pour se tirer d'affaire.

Le 15^e Congrès bolchévik

Un Comité central du P. C. russe s'est récemment réuni. Il a, naturellement, enregistré les décisions du Secrétariat, pour l'excellente raison qu'il n'aurait pu faire autrement.

De plus, dit l'*Huma* du 21 avril :

« La séance plénière a décidé de convoquer le 15^e Congrès du Parti dans la deuxième moitié de novembre et chargé le Bureau Politique de déposer, pour examen

à la prochaine séance plénière, l'ordre du jour du Congrès. »

Il faut remercier nos camarades. En effet, ils daignent convoquer un Congrès pour Novembre 1927.

Si l'on songe qu'il leur était loisible de le convoquer pour 1937, ou pour 1947, on ne peut que se féliciter d'une décision aussi généreusement libérale.

Strangulation lente

On lit dans le *Temps* du 1^{er} mai :

« Selon le correspondant du Times à Pékin, l'exécution des 20 communistes, par strangulation, a été faite avec un raffinement de cruauté. On y a, paraît-il, procédé avec une lenteur délibérée, mettant dix minutes pour chaque condamné. Pour augmenter l'effet moral des exécutions, 40 autres communistes arrêtés ont été menés sur le lieu d'exécution pour assister à la mort de leurs camarades. »

L'*Humanité* du 2 mai publie à ce sujet un appel de l'Exécutif de l'I. C. disant notamment :

« Tchang-Tso-Lin, exécutant les ordres des impérialistes, a fait massacrer 20 communistes chinois et parmi eux le fondateur du Parti communiste chinois, Li Ta Chao, qui avait été arrêté sur le territoire du quartier diplomatique de Pékin. Vingt des meilleurs membres de l'héroïque Parti communiste chinois ont été sauvagement assassinés par une strangulation d'une lenteur savante... »

« Le sang des communistes étranglés retombe sur la tête de toute la bande internationale d'assassins au service des gouvernements bourgeois de tous les pays impérialistes. »

Tout cela n'est que trop vrai. Mais est-ce tout ?

A-t-on agi en Chine de la plus intelligente façon ? N'y a-t-il aucune responsabilité à élucider dans le camp communiste ?

S'il y avait, dans l'I. C. un peu moins de mercenaires et un peu plus de communistes désintéressés, n'aurait-on pu éviter certaines erreurs, certaines horreurs ?

Pourquoi ne fait-on pas connaître le point de vue de l'opposition russe — exprimé par elle-même — sur la révolution chinoise ?

Et — au fait — le point de vue des communistes chinois ?

... Les communistes occidentaux sont exclus. Les communistes chinois maladroitement livrés au lacet du bourreau.

Tout va bien, n'est-ce pas ?

Mort du socialisme

Chacun sait que la social-démocratie se meurt, qu'elle est morte. Les larges masses affluent chez nous : nous refusons du monde.

Celui qui formulerait, là-dessus, une timide réserve, ne serait qu'un petit-bourgeois trotskiste, luxembourgeois, souvarinien. A moins qu'il ne soit un contre-révolutionnaire radekiste, bordigiste, brandlerien.

Ainsi, voyez les élections autrichiennes du 24 avril...

Le 23, l'*Humanité* annonce que nous allons voir ce que nous allons voir :

« Le P. C. A. présente une liste indépendante. Il a gagné les sympathies des sans-travail et des couches ouvrières les plus exploitées.

« La classe ouvrière autrichienne comprend toute l'importance de la situation et saura imposer sa volonté aux chefs réformistes défaillants. »

Le 27, l'*Huma* se décide à publier les résultats des élections :

| | |
|-------------------------------|-----------|
| Votants : 3.586.000 | |
| Partis bourgeois unifiés..... | 1.720.000 |
| Socialistes..... | 1.520.000 |
| Agrariens..... | 220.000 |
| Divers..... | 109.000 |

Pas un mot des communistes. Où donc sont-ils passés ? On nous affirmait pourtant la veille qu'ils avaient « gagné les sympathies des sans-travail », etc., etc., que la classe ouvrière autrichienne « saura imposer sa volonté aux chefs réformistes défaillants ».

Le plus curieux, c'est que l'*Huma*, cette fois, publiait les chiffres officiels sans les falsifier, événement qui vaut d'être signalé.

Le 28, l'*Huma*, par dérogation aux règles du « léninisme », se laisse aller à écrire :

« Il ne faut pas se le dissimuler, la social-démocratie vient d'obtenir, en Autriche, un incontestable succès.

« Elle a accru, tout à la fois le nombre de ses voix et celui de ses mandats. »

Mais, se ressaisissant peu après, elle conclut énergiquement :

« Les atermoiements, l'expectative ne sont plus permis. L'heure est à l'action vigoureuse de classe. C'est ce que disent nos camarades communistes autrichiens. Et ils expriment à coup sûr la pensée de l'immense majorité des ouvriers d'Autriche. »

Autrement dit, les communistes expriment à coup sûr (*sic*) la pensée de l'immense majorité des ouvriers mais ceux-ci, à l'unanimité, votent pour les socialistes.

Voilà pourquoi votre fille est muette.

Electrification

Le 16 avril, le *Temps* annonce discrètement, en 4^e page, que la Compagnie des chemins de fer du Midi vient de mettre en service la traction électrique sur sa grande ligne de Bordeaux à Hendaye.

« L'électrification de la ligne de Bordeaux à Hendaye porte, en effet, à 758 kilomètres la longueur des lignes de son réseau sur lesquelles la locomotive électrique a remplacé la locomotive à vapeur..... A la fin de la présente année, après l'achèvement de la dernière usine de la vallée d'Ossau, la puissance de houille blanche produite atteindra près de 200.000 chevaux; l'énergie annuelle correspondante sera de 500 millions de kilowatts-heure; elle équivaudra à la production d'une mine de houille noire dont il serait extrait, chaque année, 500.000 tonnes de charbon. »

Si l'événement s'était passé en Russie, combien de tonnes de papier eût-on noirci à cette occasion sur la réalisation du « socialisme dans un seul pays » et sur les merveilles du « léninisme ? »

Borodine

L'*Humanité* du 30 avril publie une tête chevelue, barbue et moustachue, pompeusement intitulée : Borodine.

Les amis de Borodine, nous en sommes au *Bulletin*, ont bien ri.

Ce n'est pas la première fois que l'*Huma* se livre à ce genre de plaisanteries. Déjà, elle a voulu faire passer Melnichansky pour Purcell et Staline pour Frounzé.

Sans doute, l'erreur est humaine. Mais la spécialité dans l'erreur ne confère pas à d'ignares touche-à-tout le droit de faire la leçon, et avec insolence. Pourquoi des gens étrangers au communisme s'en mêlent-ils ?

Nous tenons charitablement à la disposition de l'*Huma* un authentique portrait de Borodine.

A noter que plusieurs journaux bourgeois ont publié une excellente photo de notre ami, preuve qu'un tel document n'a rien de clandestin.

Le rempart

A la Conférence économique internationale, une voix s'est fait entendre qui a défendu les intérêts du prolétariat de tous les pays : celle de la délégation soviétique.

La tribune était retentissante et les bolchéviks ont bien fait de s'en servir. Des millions d'hommes ont entendu.

La bourgeoisie ne pouvait laisser la parole ouvrière sans réplique. Elle a fait parler, le 10 mai, celui qu'elle jugeait le mieux qualifié pour répondre en son nom, au nom du régime d'exploitation et d'oppression capitaliste.

Son porte-parole fut M. Léon Jouhaux.

Et dire que ce Monsieur se plaint d'être injurié quand on l'appelle agent de la bourgeoisie !

Statistiques

Les bolchéviks ont été, à la Conférence économique de Genève, les seuls interprètes de l'intérêt du prolétariat mondial.

Mais, cela va sans dire, interprètes plus ou moins heureux. Il ne suffit pas de briller à côté d'un repoussoir. La délégation russe ne mérite pas que des éloges.

Rien d'étonnant à cela, si l'on songe qu'Ossinsky et Sokolnikov ne faisaient que suivre les instructions du Bureau politique de notre Parti frère russe et que la politique dudit Bureau ne se distingue pas précisément par la compétence, la cohérence et la continuité.

Impossible d'examiner utilement la conduite observée à Genève sans la rattacher à la tactique, à la diplomatie antérieures. Le travail serait important ; il reste à faire.

Mais on peut marquer tout de suite que nos camarades devraient une fois pour toutes renoncer à certains procédés de tromperie et de bluff qui compromettent les opérations les mieux engagées. Par exemple, les fantaisies statistiques grâce auxquelles on se permet de conter des blagues sur les conditions de travail en Russie (durée, salaires, etc.)

(Rappelons qu'Ossinsky fut placé l'an dernier à la tête du Département de statistique après un des épisodes les plus ahurissants de l'interminable lutte intestine du Parti : la révocation du statisticien Popov coupable d'avoir établi — ou laissé faire — des statistiques utiles à Kamenev pour son argumentation et la fabrication de nouvelles « statistiques » sur commande (!), favorables à la thèse... du Secrétariat.)

Les renseignements à l'usage du bourrage de crânes ne trompent pas la bourgeoisie, de mieux en mieux informée sur les choses russes, grâce aux publications soviétiques elles-mêmes ; ils ne trompent pas non plus la grande majorité de la classe ouvrière, confiante dans les informations de ses dirigeants réformistes ; en définitive, *ils ne servent à tromper que les petites minorités ouvrières communistes.*

Singulier résultat d'un laborieux et coûteux effort de propagande...

Le plus curieux, c'est que nos camarades russes *finissent par se tromper eux-mêmes*, deviennent dupes de leur propre jeu, et se ménagent de pénibles surprises.

A quoi bon se donner tant de mal pour en imposer au public alors qu'il suffit de prendre la *Pravda*, le *Troud*, et dix autres journaux communistes pour y puiser la plus riche documentation contredisant les affirmations officielles ?

Trêve donc de ces procédés dignes du Marché de la Soukharevka. On peut ruser entre diplomates, on ne badine pas avec les grands intérêts de classe. La falsification des statistiques, — ou leur accommodement dit habile, — peut procurer de petits succès d'une minute ; mais les faits économiques restent les faits, avec lesquels il faudra toujours compter.

Quel reniement du marxisme que l'oubli de vérités aussi élémentaires.

Décrépitude ?

On a inauguré le 25 avril, à Marseille, le souterrain du Rove, section du canal de Marseille au Rhône, ouvrage de génie civil d'une grande envergure, dont voici les caractéristiques (*Temps* du 27) :

« Ce souterrain est un ouvrage vraiment magnifique. Sa longueur est de 7 kilomètres 200, presque le double de celle du tunnel de la voie ferrée. Sa largeur est de 22 mètres ; sa hauteur de 15 mètres 40, depuis le fond de la cuvette, creusée à 4 mètres, jusqu'au sommet de la voûte, ce qui lui donne la plus grande section du monde, 320 mètres carrés par mètre courant, soit six fois la section d'un tunnel ordinaire de chemin de fer. Une précision numérique suffira à synthétiser la grandeur de l'effort accompli : les déblais extraits du souterrain représentent 2.300.000 mètres cubes, soit près de deux fois les déblais retirés des deux tunnels accouplés du Simplon. Tout le canal au surplus constitue une production gigantesque, dont la dépense totale atteindra 300 millions. »

Si la chose se passait en Russie... (voir plus haut).

Mais l'*Humanité* a trouvé un moyen bien simple de ... n'avoir pas à expliquer ce nouveau signe de décrépitude du capitalisme.

Elle n'en parle pas.

C'est simple, mais il fallait y penser.

Il n'y a pas de souterrain du Rove : ainsi le veut la « bolchévisation », le « léninisme ».

Tout va mal pour la bourgeoisie. Celui qui croit à l'existence du canal de Marseille au Rhône est un contre-révolutionnaire.

Aux calendes

Le Congrès des Soviets tenu en Avril a décidé de ne se tenir désormais que tous les deux ans...

Combien cette simple nouvelle en trois lignes ne peut-elle pas suggérer de réflexions !

Celles-ci, par exemple :

A quoi bon prendre cette décision puisque le Secrétariat du Parti réunit le Congrès quand bon lui semble ? A-t-on tenu un Congrès l'an dernier, alors que la Constitution stipule une convocation annuelle du Congrès ?

Pourquoi décider de se réunir tous les deux ans plutôt que tous les dix ans, puisque le Secrétariat du Parti peut, dans deux ans, si l'état de choses actuel ne change pas, ajourner le Congrès *sine die*, et puisqu'il peut, dans huit jours, si tel est son bon plaisir, convoquer un Congrès sur mesure ?

Enfin ; quel intérêt tout cela a-t-il puisque le Congrès n'est qu'une Chambre d'enregistrement aux ordres du Secrétariat ?

Chacun son tour

La *Pravda* du 13 mai publie une décision du Comité central du P. C. russe déférant Zinoviev à la Commission de Contrôle.

Motif : Zinoviev s'est permis, dans un discours prononcé le 9 mai, de critiquer la politique du Secrétariat du Parti.

Inutile de dire que la Commission de contrôle prononcera la condamnation que lui dictera ce même Secrétariat.

Inutile d'ajouter qu'on ne fait pas connaître le discours incriminé, alors que l'imprudent orateur est traité de la plus sévère façon.

Inutile, enfin, de rappeler que les motions très « spontanées » adoptées un peu partout par des gens qui ignorent tout de la chose, exigeant le châtiement exemplaire du coupable, sont toutes inspirées par l'omni-présent Secrétariat.

On connaît toute cette procédure. Il y a beau temps qu'elle ne trompe plus personne.

Tout va bien

Un des grands hommes de la « bolchévisation » des années 1924 et suivantes, Rosenberg, député au Reichstag, a quitté le Parti, en Avril.

Apologiste de Guillaume I^{er} de Hohenzollern, léniniste d'après la mort de Lénine, Rosenberg était bien qualifié pour bolchéviser le P. C. allemand et l'Internationale. C'est lui qui était « délégué » (soi-disant) au Congrès (soi-disant) de Clichy, qui bolchévisa (soi-disant) le P. C. français. La presse prétendue « léniniste », d'Allemagne, de France, de Russie et d'ailleurs a publié de lui force proses illisibles.

La *Pravda* salue son départ d'un article qui signifie quelque chose comme : *bon débarras*.

Mais alors, pourquoi s'être donné tant de mal d'abord pour le « lancer », puis pour le conserver ?

De deux choses l'une : ou Rosenberg était un bon communiste et son départ est une perte pour l'I. C., ou il ne valait rien et comment qualifier l'Exécutif dont il était un des plus beaux ornements ?

Marchands de papier

L'*Humanité* du 10 mai flétrit les répugnants marchands de papier qui ont saoulé la foule d'alcool patriotique frelaté — tout en lui soutirant ses sous — à l'occasion de l'aventure transatlantique aérienne.

Fort bien.

Mais que dire, alors, de la même *Humanité* qui ment, trompe et bluffe à la façon même de la *Liberté*, mais sur d'autres sujets, qui bourre le crâne de ses lecteurs d'histoires de brigands et de contes de nourrices, qui abrûtit et fanatise son public ouvrier au lieu de lui donner à réfléchir et de l'aider à comprendre, qui cultive les goûts grossiers, entretient les préjugés vulgaires, remplace les arguments par des scies, compense l'indigence des idées par la grosseur des titres, se contredit du jour au lendemain sans pudeur, s'époumonne en calembours pauvres, fanfaronnades stériles, menaces impuissantes... ?

Marchands de papier d'une autre boutique, il ne suffit pas de peindre en vermillon votre enseigne pour justifier un honteux commerce.

A quoi bon ?

Les communistes ne semblent pas se douter qu'en Espagne, depuis deux à trois ans, des camarades, les principaux du Parti, sont emprisonnés sans espoir de libération.

Quant aux communistes espagnols, s'ils se souviennent de Joaquin Maurin, Perez Solis, Victoriano Sala, Victor Colomé, Félix Fresno, Antonio Rienzi, Adolfo Bueso, ils se gardent bien de le laisser paraître.

Acquittés par le Conseil de guerre de Barcelone, le 23 novembre 1926, nos camarades sont toujours à la *Carcel Modelo*. Ce n'était pas assez d'une rigoureuse détention préventive de deux années : Primo de Rivera et Martinez Anido ne lâchent pas leurs victimes.

Et pourquoi se gêneraient-ils ? L'Internationale communiste et ses sections se désintéressent des Espagnols emprisonnés ; la presse communiste garde sur eux le silence ; le prétendu Secours prétendu Rouge prétendu International a mieux à faire qu'à s'occuper de communistes qui n'appartiennent pas à la clique officielle.

Seule, la Ligue des Droits de l'Homme est intervenue plusieurs fois en faveur des prisonniers de Barcelone. Récemment, une pétition de républicains et de socialistes français, réclamant leur libération, a été publiée dans plusieurs journaux démocrates. Mais du côté communiste, rien.

Si la direction actuelle du P.C. espagnol était satisfaite de l'incarcération de la direction précédente, elle n'aurait pas une attitude différente. Somme toute, c'est grâce à Primo de Rivera et à

Martinez Anido que les fonctionnaires communistes espagnols, transfuges de l'opposition communiste convertis miraculeusement à la « bolchévisation », conservent leurs postes.

Il faut pourtant reconnaître que les camarades emprisonnés ne sont pas tout à fait oubliés des bolchévisateurs tardifs. En effet, ceux-ci ont adressé à Moscou... une proposition d'exclusion du camarade Maurin, suspect de sympathie pour l'opposition. De sorte que si Primo s'avisait, — un malheur est si vite arrivé, — de rendre Maurin à la liberté, à la vie, tout est prévu pour qu'il ne soit pas rendu au Parti.

Il fut un temps où les révolutionnaires qui souffraient pour leurs idées, pour la classe opprimée, qui sacrifiaient leur liberté, leur santé, leur vie, étaient soutenus par la conviction de n'avoir pas souffert ni sacrifié en vain. Ce temps n'est plus. La bolchévisation a changé tout cela. L'emprisonnement des camarades, c'est une occasion d'avancement pour ceux qui convoitent leur place, et un bon débarras s'il s'agit d'opposants. Au cas où les prisonniers ne seraient pas physiquement brisés par les années de détention, la tuberculose et les crises cardiaques, il se trouve un Trilla pour leur faire un mauvais coup.

Et dans cette troisième année d'emprisonnement des pionniers généreux du communisme espagnol, se pose comme un leit motiv lancinant la question terrible : *A quoi bon ?*

A quoi bon, puisque ceux qui souffrent n'ont même pas le respect ni la solidarité de leur Parti ? *A quoi bon*, puisque cela ne fera pas un communiste de plus ? *A quoi bon*, puisque l'exemple du dévouement n'aura servi de rien ?

A nos Abonnés

Pendant la suspension de notre publication, une entente avec la Révolution Proletarienne nous a permis de faire l'envoi de cette revue à tous ceux de nos abonnés qui ne la recevaient pas.

A partir de ce n^o, le Bulletin est envoyé naturellement à tous les abonnés.

Avis important

Nous envoyons ce *Bulletin Communiste* à un certain nombre d'adresses communiquées par nos amis.

Ceux qui recevront ainsi le *Bulletin* sans être abonnés sont cordialement priés de souscrire sans tarder un abonnement.

Prix : 15 francs l'an pour la France. (Etranger : 18 francs).

Il paraîtra au minimum dix numéros dans l'année.

Nous convions les amis du *Bulletin* à rassembler abonnements et souscriptions.

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE MADELAINE & RAYNARD
La Roche-sur-Yon (Vendée)